Un nous-eux à nouer

Diagnostic social et interculturel du faubourg Sainte-Walburge

Laurence Dufaÿ et Altay Manço

- **Avec les contributions de Smaro Pegiou, Sandy Pigi et Spyros Amoranitis**
- **Institut de Recherche Formation et Action sur les Migrations (IRFAM)**
- **Liège – Juillet 2014**

- **IRFAM**
  17 RUE AGIMONT B-4000 LIEGE - TEL. : +32/(0)4/221.49.89
  E-MAIL : info@irfam.org - WEB : www.irfam.org

Un nous-eux à nouer

Diagnostic social et interculturel du faubourg Sainte-Walburge

Laurence Dufaÿ et Altay Manço

Avec les contributions de
Smaro Pegiou, Sandy Pigi et Spyros Amoranitis

Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations

Liège – juillet 2014

IRFAM 17 RUE AGIMONT B-4000 LIEGE
E-MAIL : info@irfam.org TÉL. : +32/(0)4/221.49.89 WEB : www.irfam.org

Remerciements

À Augustin Beya pour sa précieuse aide lors des retranscriptions d'entretiens.
À nos témoins pour le temps consacré et leur confiance.

Photos prises par les enfants de Sainte-Walburge et les membres de l'IRFAM.

Le masculin est utilisé comme épicène. Sauf mention du contraire, les personnes concernées sont des hommes et des femmes.

Sommaire

- **Contextes et objectifs** **5**
- **Démarche participative** **7**
  - Les témoins 7
  - Les entretiens 8
  - La validation et la diffusion 9
- **Observations : acteurs locaux face aux « marchés »** **10**
  - Logements et environnement 10
  - Travail et exclusion sociale 11
  - Écoles et mixité sociale 11
  - Religieux ou spiritualité au sens large 12
  - Relations sociales dans l'espace public 12
  - Culturel : loisirs, traditions locales et fêtes 13
  - Avis particulier des enfants 15
- **Analyse : forces, faiblesses, opportunités, obstacles** **16**
  - Les forces du quartier : autant d'opportunités pour la cohésion sociale 16
  - Les faiblesses du quartier : autant d'obstacles à la cohésion sociale 16
  - Ce que les témoins souhaitent changer dans le quartier 16
- **Validation : retour sur les analyses** **18**
  - Crainte de stigmatisation et autocensure : le religieux en question ? 18
  - Mobilité et partage de l'espace public 19
  - Incidents révélateurs à la maison des jeunes 20
- **Discussions des résultats** **22**
  - Sainte-Walburge : quelles transversalités ? 22
  - Disqualification spatiale, sociale et identitaire à tous les étages 24
  - Création de nouvelles offres d'entraide communautaire 24
- **Recommandations et conclusions** **26**
  - Recommandations globales 26
  - Clivages « Nous/Eux » : une mise en œuvre locale 28
- **Références** **31**

Contextes et objectifs

La gestion des diversités et des politiques d'intégration au niveau local préoccupent de nombreux organismes publics ou associatifs et les incite à développer des processus de consultation et de participation des publics pour accroître leur efficacité, mais aussi la satisfaction de leurs usagers et employés.

Ces processus passent entre autres par le diagnostic des problèmes rencontrés, la simplification des procédures, la valorisation des ressources locales et la formation des acteurs. Si, dans certains cas, ces démarches locales se font sous la pression des injonctions de politiques européennes ou nationales d'intégration et d'antidiscrimination, elles se voient également compliquer par des situations de terrain de plus en plus complexes à gérer, étant donné la diversité des publics s'adressant aux structures locales (Manço et Bolzman, 2009).

Face à cette double complexité, les défis à relever au niveau local sont importants, et il devient nécessaire d'acquérir, tant pour les élus que le personnel administratif et socio-éducatif, non seulement de nouvelles connaissances, mais également de nouvelles compétences, dont, notamment, des compétences interculturelles (Manço, 2002). Il s'agit d'un travail en profondeur sur les attitudes face à la diversité, par exemple, en permettant que certaines zones sensibles telles que la visibilité publique du religieux ou encore la lutte contre les exclusions multiples puissent être abordées sans tabous.

Les différents travaux de l'IRFAM (Manço et Amoranitis, 1999 ; 2005 ; Manço et Bolzman C., 2009 ; 2010 ; Parthoens et Manço, 2005) ont néanmoins montré que la formation ponctuelle des acteurs ne suffit pas pour que s'installent des changements durables. L'ensemble du système et son fonctionnement doivent s'ouvrir et se définir en un réel projet politique pluriannuel, à travers des actions intégrant les différents services au niveau de chaque localité, articulant ainsi les injonctions venant des décideurs et les spécificités des populations concernées.

La présente recherche menée par l'IRFAM d'octobre 2013 à juin 2014, dans le quartier Sainte-Walbruge, s'inscrit dans les actions de promotion de la gouvernance locale interculturelle de l'institut liégeois. Entièrement supportée par l'IRFAM, cette première phase de diagnostic a permis de recueillir l'avis d'une cinquantaine d'adultes, acteurs et habitants, ainsi qu'une dizaine d'enfants du quartier concernant les dynamiques interculturelles. Cinq dimensions de diversité y ont été considérées : les origines ethniques, les appartenances religieuses, le genre, les relations intergénérationnelles, les classes socio-économiques et, enfin, les identités socioprofessionnelles.

La finalité de la recherche est de contribuer à renforcer les savoirs et les savoir-faire locaux favorisant une gestion durable et participative des diversités, ainsi que la valorisation des acteurs, et, également, l'identification des leviers de changements sociaux.

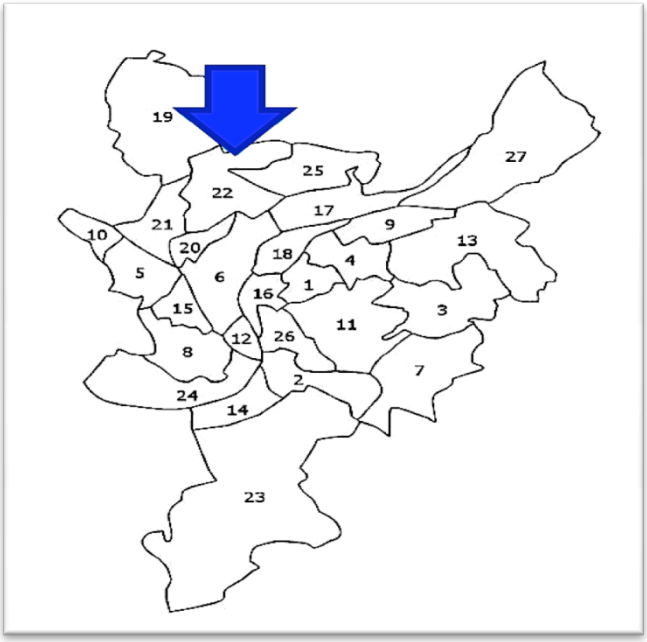
Le présent rapport, reflet de cette première phase d'observations participantes, se concentre sur les points de vue, les aspirations, les réalisations, les ressources disponibles et l'état de besoins des parties prenantes (la population locale, dont les personnes issues des migrations, les acteurs politiques et administratifs, les membres des associations culturelles et cultuelles, dont les associations d'immigrés, les personnels des services socioculturels et éducatifs, dont les travailleurs issus de l'immigration, etc.). Les résultats de l'étude qualitative (de Sardan, 2008) y sont synthétiquement retranscrits et analysés ; ils conduisent vers une série de recommandations pratiques afin de respecter les aspirations réciproques au mieux vivre ensemble.

Aussi, ce travail peut également se lire comme *un guide méthodologique* pour qui souhaite entamer un travail de diagnostic social local et de le poursuivre dans la mise en œuvre des recommandations qui en découlent.

Le *faubourg Sainte-Walburge*, voisin du siège social de l'IRFAM, a été choisi en concertation avec l'Échevinat des actions interculturelles de la Ville de Liège.

En 1997-1999, L'IRFAM avait déjà mené une recherche similaire dans le quartier des Vennes (Manço et Amoranitis, 1999). L'institut a également eu de multiples interventions brèves, dans les années 2000, à Sainte-Walburge et dans des localités avoisinantes (Sainte-Marguerite, Citadelle, Saint-Nicolas, Glain…). Par ailleurs, des structures de Sainte-Walburge, entre autres, ont servi de modèles à de précédentes productions d'outils pratiques de l'IRFAM (Sensi et Jochems, 2009).

Depuis la fin des années 90, une activité de coordination locale se déroule dans ce quartier (CRIPEL, 2012) et de récents développements ont attiré l'attention de la cellule « Politique des grandes villes » de la Ville de Liège sur cette entité (Thonon, 2013). Depuis 2002, une équipe de quartier est présente sur le site. Cette équipe est financée par la ville suite à une étude réalisée par l'UCL et la KUL à la demande du ministre de tutelle des grandes villes en 2002 et qui pointait ce quartier comme présentant des indices socio-économiques très défavorables.



Un des 27 quartiers de Liège, le « faubourg Sainte-Walburge » (n° 22 sur le plan), nommé ainsi depuis le XIe siècle (Dusart, 2008, 19), est une entité « hors des murs », donc en dehors des murailles construites pour protéger la ville au Moyen-Age.

Elle est notamment connue pour ses processions religieuses peu à peu transformées en fêtes populaires. Au siècle passé, on les appelait « les fêtes des quatre hauteurs ». Depuis 1974, on s'y rassemble annuellement pour la « Fête des fous », bien connu des Liégeois.

Le quartier de Saint Walburge a vécu plusieurs vagues d'immigration et d'émigration.

Si l'on remonte à la création du quartier, on découvre que les premiers arrivés l'ont rejoint pour son activité économique : l'exploitation de sablières à la hauteur de l'actuelle rue de Wilde, notamment (Dusart, 2008, 13).

Dans les années 60, les travailleurs immigrés italiens et grecs, ainsi que leurs familles sont très présents dans le quartier. À cette époque, la cité de Droixhe est construite sur l'autre rive de la Meuse, comme un modèle d'habitat intégré avec de nombreux services, et attire alors la population ouvrière. Pourtant, assez vite, ce quartier connait une série de difficultés sociales. Dans le cadre de la requalification de l'ensemble immobilier de Droixhe, remontant aux années 80, certains habitants sont relogés à Sainte-Walburge. Ces allées et venues occasionnent dans la localité des formes de concentrations de populations dans certaines parties du quartier qui présente donc une figure socioculturellement très diversifiée.

Démarche participative

La première phase « diagnostic » de la recherche-action de l'IRFAM sur la gestion locale de la diversité socioculturelle à Sainte-Walburge s'articule autour des actes suivants :

- Étude comparative de pratiques à partir des travaux précédents de l'institut et de la littérature afférente ;
- Mise au point et test d'une démarche de consultation : identification des échantillons, réalisation des questionnaires ;
- Consultations et observations auprès des travailleurs sociaux, décideurs et habitants adultes et enfants ;
- Synthèse et analyse des informations recueillies, rédaction d'une note préliminaire ;
- Consultation par diverses voies (courriels et rencontres) de principaux acteurs autour de la note ;
- Intégration des éléments de validation dans le corps du travail et systématisation des observations en recommandations ;
- Finalisation d'un rapport définitif et diffusion vers les acteurs concernés, négociation d'une suite pratique.

Le projet a pour objectif spécifique de produire une vision organisationnelle efficiente pour la localité choisie dans ses rapports positifs à la gestion de la diversité socioculturelle. Cette vision étayée par des observations empiriques, débattue et validée par les acteurs du terrain sera ensuite traduite en plan d'intervention et contenus de formation, ainsi que de publications sous diverses formes. Elle sera diffusée auprès des agents des services publics et associatifs en contact avec des populations diversifiées, ainsi qu'auprès des décideurs locaux impliqués par le quartier et d'autres localités liégeoises similaires.

Les témoins

Un échantillon d'une cinquantaine d'adultes du quartier est constitué avec une pondération en fonction des caractéristiques sociodémographiques comme le genre, l'âge et l'origine ethnoculturelle.

L'échantillon se divise en deux. Un premier sous-échantillon est composé de travailleurs sociaux et d'agents communaux travaillant dans ce quartier depuis plus de trois ans. Un deuxième groupe de personnes est constitué d'habitants, de commerçants ou d'acteurs associatifs ne travaillant pas dans le quartier ou n'étant pas le personnel d'une association subsidiée par la commune (pas de mise à disposition de locaux ou de personnel, pas de subsides communaux dépassant 500 € par an).

Ces groupes compensés en travailleurs sociaux ou non, dépendant de la ville ou non, responsables ou travailleur de base, habitants du quartier ou non, de différentes origines, âges et des deux sexes sont censés apporter des informations complémentaires, voire contradictoires, issus de groupes divers, afin d'enrichir la compréhension des dynamiques locales.

Il s'agit donc d'un échantillon qualitatif, certes non représentatif, mais diversifié, appareillé et donc significatif par rapport aux objectifs de la démarche de consultation. Il est constitué sur base de listes administratives (des associations locales et des services communaux) et à partir d'un choix au hasard (quelques commerçants, quelques riverains, etc.). Par ailleurs, chaque personne interviewée était censée donner les coordonnées d'une autre témoin à rencontrer.

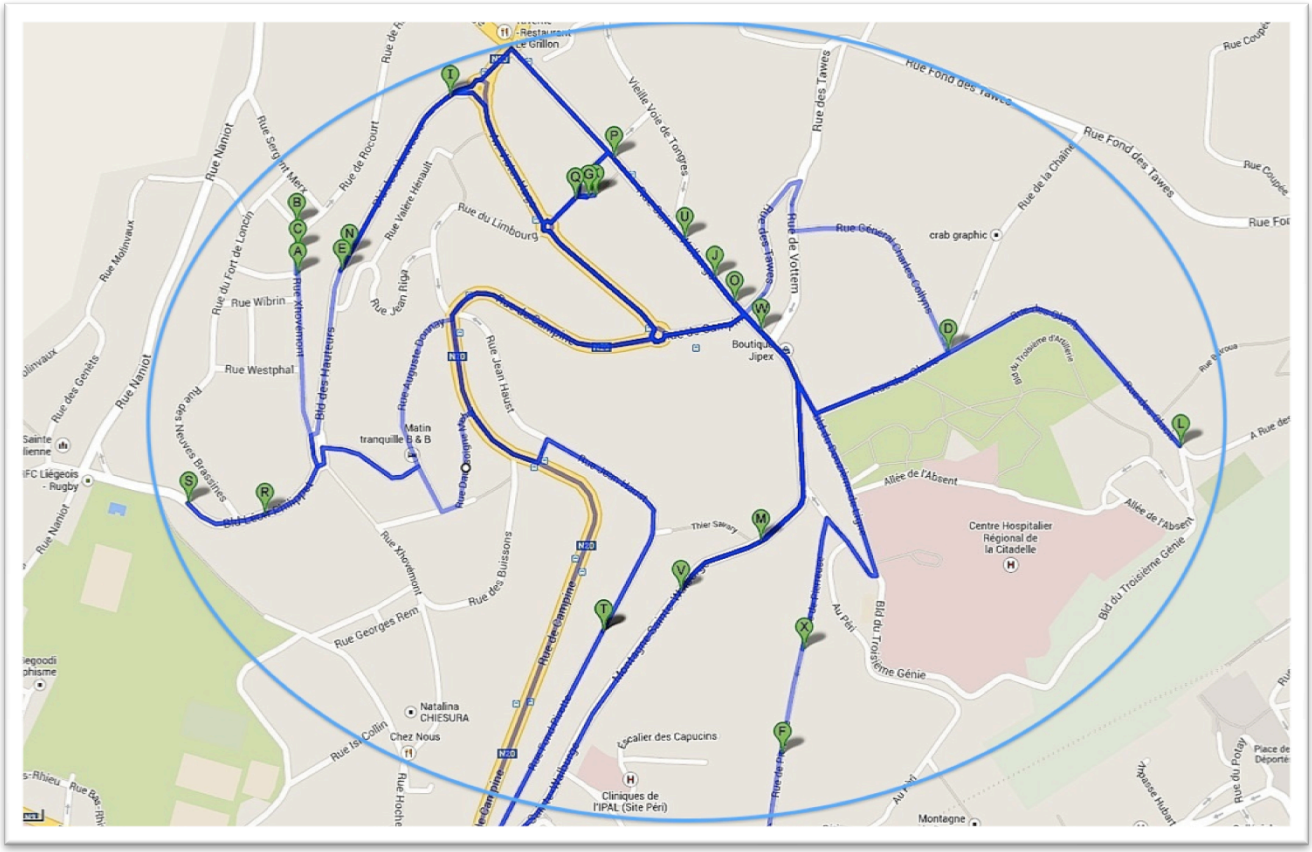
Au total, *48 personnes ont été interviewées de manière formelle*, sans compter les personnes qu'il n'a pas été possible de rencontrer pour diverses raisons, mais qui ont donné leur avis de manière informelle par téléphone, courriel ou lors de différentes réunions de travail.

Dans le groupe des acteurs soutenus financièrement par la ville, on retrouve l'équipe de la cellule « Politique fédéral des grandes villes », un gardien de parc, une travailleuse médico-sociale de l'ONE (Office de la Naissance et de l'Enfance), deux acteurs de l'accueil extrascolaire et de l'alphabétisation, deux assistantes sociales, une responsable de service ISP (insertion socioprofessionnelle, un travailleur de la Maison Liégeoise (société de logements sociaux), un éducateur sportif, deux membres de l'équipe de la maison de jeunes, des acteurs du secteur socioculturel au sein du quartier, des bénévoles de la bibliothèque, des enseignants et directeurs d'écoles…

Le second groupe compte des habitants (dont des jeunes), des commerçants (dont une pharmacienne, un boulanger, un restaurateur, un libraire, etc.), un médecin de quartier, des membres de comités de quartier, un prêtre, un responsable d'association…

Dans l'ensemble, 59 % des adultes rencontrés sont des professionnels, 58 % sont des femmes. Une personne sur cinq dans l'échantillon est originaire du sud de l'Europe (Italie, Grèce ou Espagne), une personne sur dix est originaire du Maghreb ou de la Turquie. L'échantillon comporte également un témoin originaire de l'Afrique subsaharienne et un autre de l'Europe de l'Est. L'âge moyen des adultes sondées est de 47 ans, avec un écart type de 11 ans. Deux jeunes adultes de moins de 30 ans ont été concernés. Deux tiers des personnes rencontrées résident dans le quartier. L'ancienneté moyenne dans la localité est de 20 ans, avec un écart type de 16 ans.

Par ailleurs, un groupe d'une dizaine d'enfants de moins de 13 ans du quartier a aussi été consulté au travers d'une animation photo langage réalisée en collaboration avec une structure d'accueil extrascolaire.



Les entretiens

Les entretiens semi-directifs, d'une durée moyenne d'une heure, ont eu lieu dans des endroits choisis par les témoins, ce qui a permis d'observer divers espaces de la localité. Ils ont été enregistrés dans la plupart des cas afin d'être le plus fidèle possible aux paroles des personnes interrogées. Ces rencontres ont eu lieu dès la fin 2013, après une rencontre avec la coordination sociale du quartier Sainte-Walburge (16 participants). Le plan précédent précise les lieux du faubourg où des entretiens ont été effectués.

La grille d'entretien adaptée à chaque catégorie (travailleurs sociaux, habitants, enfants) a permis de réunir *a minima* les informations suivantes :

- ❑ Identité : nom, ancienneté dans le quartier…
- ❑ Activité : rôles en tant que professionnel ou citoyen dans le quartier.
- ❑ Pour les travailleurs sociaux : formation ? Fonction ? Ancienneté ? Public ? Actions ? Partenaires ? Expériences et besoins de formation continue ?…
- ❑ Pour les habitants : formation ? Emploi ? Ancienneté ? Public ? Activités ? Partenaires ? Expériences et besoins ?…
- ❑ Réflexions sur son travail et/ou vécu personnel dans quartier ?
- ❑ Réflexions sur les dynamiques générales au sein du quartier ? Anciennement ? Présentement ?
- ❑ Souhaits de changement au sein du quartier en matière de composition de la population ? De relations interculturelles ou intergénérationnelles ? D'activités socio-économiques ? etc.
- ❑ Personnes ou documents à conseiller pour alimenter la recherche ?

Cette technique assure la comparabilité des résultats. Les entretiens ont été appréciés dans la plupart des cas par les interlocuteurs. Ils ont vécu ces interviews comme des moments de prise de recul et de bilan ; ils ont noté la qualité de l'écoute de la part de l'équipe de recherche, apprécié la prise en considération de ce qu'ils disent, se sentant valorisés dans leur rôle de citoyens. Les questions de la recherche ont permis d'approfondir des réflexions personnelles sur leur cadre de vie et/ou de travail.

La validation et la diffusion

La phase de validation s'est déroulée en plusieurs étapes. Tout d'abord, des synthèses des interviews ont été rédigées et adressées à la plupart des témoins individuellement afin d'avoir une validation de leur part. Par la suite, une première synthèse analytique de l'ensemble des entretiens a été envoyée à l'ensemble des interviewés. Ce premier document a donné lieu à un article présentant la recherche en cours, article publié dans la revue *L'Observatoire* (Dufaÿ, Manço et coll., 2014).

Une réunion s'est tenue dans le quartier en mars 2014 au cours de laquelle l'équipe de l'IRFAM a présenté ces premières conclusions à la coordination locale (une dizaine de participants). La rencontre a servi à valider les premières analyses, à les approfondir et à les développer. L'intégration d'autres remarques reçues par courriel ou téléphone, ou encore lors de rencontres avec des responsables de la Ville de Liège a, enfin, inspiré la réalisation de quelques interviews finales afin de compléter le corpus de la recherche.

Le document présent est adressé à l'ensemble des partenaires de terrain, ainsi qu'aux autorités liégeoises. Il sera accessible sur le site de l'IRFAM.

Il faut enfin noter que ce travail a aussi servi à former à l'action locale deux stagiaires universitaires.

Observations : acteurs locaux face aux « marchés »

L'analyse des entretiens a permis de dégager six thématiques principales que nous nommerons *« marchés »* (Mercier et coll., 2003).

Ce terme a été choisi pour mettre l'emphase sur ses dynamiques observées : donner, recevoir, échanger, transformer, offrir, demander, refuser, prendre… Il recouvre des espaces-temps sociaux partagés par des habitants d'origines et de générations diverses. Les six « marchés » retenus à travers les interviews couvrent autant de besoins fondamentaux tels que :

- le logement,
- le travail,
- la scolarité des jeunes,
- le religieux ou le spirituel,
- les relations sociales dans l'espace public,
- et les loisirs, les fêtes locales, etc.

Logements et environnement

Sainte-Walburge se caractérise par une grande variété de logements : villas, petites maisons ouvrières, logements sociaux, maisons unifamiliales… L'accès à la propriété s'y démocratise dans certaines rues. Cette mobilité constitue un des facteurs expliquant l'importance des mouvements et changements de domicile constatés par les agents de quartier de la ville.

Seule une rue semble être concernée par la gentrification : des familles de classe moyenne supérieure y font rénover de petites maisons ouvrières, autrefois habitées par des immigrés italiens.

> *« Avant dans cette rue, il n'y avait presque que des Italiens, puis ils sont partis et leurs enfants n'ont pas repris les maisons. »*

Pourtant, l'idée que « des Belges » revendent leurs maisons à « des étrangers » désole une minorité d'habitants, alimentant un sentiment d'envahissement.

La qualité de l'habitat et la verdure des alentours sont particulièrement appréciées par les habitants interrogés. Les parcs de logements sociaux ont davantage été abordés dans les interviews. Pointés du doigt par les habitants comme lieux potentiels de tensions ou de problèmes, certains dénoncent le manque de mixité parmi les locataires alors que d'autres le réfutent le problème étant donné que la sélection se fait sur « base de critères socio-économiques ». Les travailleurs sociaux les évoqueront davantage en critiquant leur gestion : travaux rénovations qui tardent, problèmes de salubrité et d'intrusion dans les bâtiments, mauvaises conditions de vie, services injoignables…

Les alentours des logements sociaux ont été marqués par plusieurs faits divers relayés dans les médias locaux.

> *« En 2000 et 2007, la place Seeligers était presque une zone de non-droit. Le quartier a connu quelques pics d'insécurité, mais maintenant c'est plus calme. Les embrasements avec les jeunes sont plus ponctuels. »*

> *« Place Seeligers, dans l'imaginaire collectif, c'est un lieu de petite criminalité. À la fin de l'évènement, certains enfants ont dégradé le matériel. Ils ont besoin d'être inclus, alors ils pensent "mon quartier m'appartiens" et ceux qui y viennent doivent s'y adapter… »*

Pour ceux qui n'y habitent pas, même si la situation s'améliore, le quartier est étiqueté. Certains interviewés considèrent que le quartier est « sale » et « mal fréquenté ». Pourtant, sachant que les nuisances (sous leurs diverses formes : saleté, dépôts clandestins, tapage nocturne…) sont liées au sentiment d'insécurité, la commune a massivement investi ces questions. Les rumeurs, les étiquettes ont cependant la peau dure. Ainsi, aux alentours de l'école de Xhovémont, la présence de seringues dans le parc hante encore les esprits. L'accumulation d'incidents passés (voitures brulées…) peut amplifier la perception de certains incidents comme des poubelles ou des vêtements brûlés.

Travail et exclusion sociale

Les personnes interviewées qui travaillaient dans le quartier sont soit des travailleurs du secteur éducatif ou socioculturel, soit des indépendants. Les difficultés d'accès au marché de l'emploi pour les personnes d'origine étrangère et leur faible taux d'emploi ont peu été évoquées. Les personnes issues de l'immigration racontent, par contre, leur parcours d'étude et d'emploi : ils insistent sur le fait qu'ils ont dû travailler dur pour s'insérer socioprofessionnellement, et ce, en évitant les positions victimaires, sans se laisser décourager par le manque de soutien ou des critiques. Elles indiquent cette attitude comme la « recette » et le témoignage d'un parcours de réussite : ils conseillent aux jeunes générations de se responsabiliser et d'investir les « actions citoyennes ».

Par ailleurs, la multiplication dans le quartier de petits snacks ou de night shops, ainsi que l'ethnicisation de certains commerces de proximité comme les épiceries, les boulangeries et les boucheries ont été abordés par les interlocuteurs tant comme une menace qu'une richesse pour le quartier. La disparition des commerces de proximité s'explique par le coût des charges pour les petits indépendants, la rude concurrence des hypermarchés et le changement de mode de consommation des citadins (aller faire les courses en auto). L'observation montre que les seuls qui prennent le risque d'investir dans les commerces de proximité sont des personnes immigrées. Alors, certains commencent à être vus comme des acteurs importants de la cohésion sociale et de la mobilité dans le quartier : aller chercher son sandwich de midi, boire un café au tea-room… sont des actes qui rythment la journée des habitants et leur permettent de se rencontrer les uns les autres.

> *« Ici on se rencontre, on parle, on prend des nouvelles de chacun, c'est important. Avant le facteur le faisait, maintenant, ils n'ont pas le temps. »*

Les éducateurs et enseignants interrogés, faisant directement face aux problèmes liés au non-emploi des parents et au manque de perspective des jeunes, en parlent davantage et l'abordent au travers de leur travail avec les enfants.

> *« Les jeunes n'ont plus de projets. Ils deviennent incapables de se projeter positivement dans l'avenir. »*

Le temps des chômeurs se structure autrement que celui des travailleurs occupés et la logique de survie impacte le quotidien des familles et des enfants. Certains travailleurs sociaux, les commerçants, ainsi que les médecins et les pharmaciens, par exemple, mesurent bien la précarité de personnes exclues du marché de l'emploi (dont certains primo-arrivants qui n'ont pas de permis de travail). Dans d'autres cas, on cite la situation précaire de personnes qui ont une très petite pension. Les économies sur des produits et services de première nécessité et l'augmentation de demandes d'aide alimentaire inquiètent ces observateurs de première ligne.

L'apparition de nouvelles vagues d'immigration, charriant leurs lots de difficultés, interpelle également ces mêmes acteurs, se sentant souvent démunis et impuissants face à leur insertion socioprofessionnelle. Les colis d'aide alimentaire restent limités et ne peuvent améliorer significativement les conditions de vie des familles exclues. Les situations familiales « extrêmes » questionnent les professionnels de la petite enfance en termes de « défaillance parentale ».

Écoles et mixité sociale

Le public scolaire du quartier évolue de par l'arrivée d'étrangers venus des quatre coins du monde. Les écoles et les professeurs doivent faire face à des situations sociales pénibles (accueil de primo-arrivants en

grande précarité, expulsions, familles non francophones…) pour lesquelles ils ne sont ni formés ni outillés. Malgré tout, les équipes éducatives mobilisent leurs ressources pour gérer au mieux ces situations et accompagner les enfants dans les meilleures conditions. Partiellement investis le soir par les habitants, des locaux d'écoles servent à des activités pour adultes en soirée et contribuent à la vie du quartier.

Nombre d'interviewés regrettent le manque de mixité sociale à l'école et parlent parfois de « ghetto scolaire » à propos des établissements Justin Bloom et Xhovémont.

> *« Ça devient presque des écoles d'étranger. Dans certaines classes, il n'y a même plus de Belges ! Beaucoup d'enfants d'origine étrangère n'ont aucun ami belge. »*

La crainte de la baisse de niveau fait fuir certains parents et renforce le manque de mixité socioculturelle. Une autre école proche, à pédagogie active, draine un public plus favorisé. Or, les écoles restent pratiquement les seuls lieux de rencontres quotidiennes, de frictions et de frottements entre les cultures représentées au sein de la population locale.

Religieux ou spiritualité au sens large

La discrétion du religieux ou plutôt sa quasi-invisibilité dans l'espace public en termes de cultes et pratiques cultuelles interpelle, en comparaison avec d'autres quartiers populaires de la région de Liège (Parthoens et Manço, 2005). Seul le marché de l'« halal » prend une certaine ampleur au travers des commerces tenus par des personnes de culture musulmane. Le seul acteur actif en matière de convictions philosophiques dans le quartier semble être le Centre d'Action Laïque. Il propose de nombreux services tout en promouvant la laïcité et l'école officielle.

Cependant, de nombreux interviewés utilisent des catégories religieuses pour parler des dynamiques du quartier et des groupes d'habitants. Le clivage historique « chrétiens/laïcs » semble faire place à un autre clivage culturel entre « un groupe européen », d'une part, et « les personnes de culture arabo-musulmane », d'autre part. Ainsi, certains Belges d'origine italienne parlent d'un « nous » regroupant des « Belges de souche » et d'autres personnes de « culture chrétienne ». Ces clivages semblent se creuser inexorablement.

> *« Aller vers l'autre, c'est important, mais on a pas toujours le temps, on travaille dans l'urgence. »*

Des tensions en témoignent. Certains interlocuteurs craignent la manipulation de leurs propos. Ainsi, nous n'avons pu obtenir l'interview d'un « leader » de la communauté musulmane.

> *« Non, moi je ne réponds pas aux questions. Je ne sais pas ce que vous allez en faire et puis on a eu trop de blagues. Il faut vous adresser au responsable des communications. C'est dommage, mais c'est comme cela. »*

Si nous avons pu rencontrer des membres de la communauté catholique et des cercles laïques dans un climat plus détendu, la stigmatisation et l'islamophobie dont est victime la communauté musulmane semble produire des crispations et une volonté de surveiller toute communication ou prise de position susceptible d'être relayée en public.

Relations sociales dans l'espace public

La grande majorité des interviewés témoignent de la convivialité de Sainte-Walburge. Les habitants y apprécient l'esprit de village qui persiste, l'offre associative, les rencontres et les fêtes qui se déroulent comme autant de moments forts. Les anciens habitants et commerçants s'y connaissent et s'entraident.

Cette convivialité semble inscrite dans l'histoire du faubourg et de son organisation spatiale en tant que quartier hors des murs.

> *« Il y a toujours eu un climat d'entraide dans le quartier : jardins communautaires, aujourd'hui, léproseries, avant… »*

Certains regrettent toutefois le manque d'interaction entre immigrés relativement nouveaux et anciens habitants : le repli de quelques-uns, le manque d'investissement dans des initiatives citoyennes comme le comité de quartier… D'autres déplorent la persistance de préjugés et une personne a témoigné d'intimidations envers ceux qui louent aux étrangers…

> *« Les Maghrébins sont vus comme des moutons noirs, il y a encore trop de préjugés et stéréotypes. »*
>
> *« Les gens ne se connaissent pas et finissent par dire des bêtises. »*

Les problèmes de communication entre « immigrés » et « autochtones » dépassent les fossés culturels et socio-économiques : l'acquisition du français et l'idée de ne pas partager les mêmes valeurs ou les mêmes visions du monde font barrage.

Les trois interviewés qui en ont ouvertement parlé de ce problème de partage de valeurs évitent, néanmoins, le mot « islam » :

« Ces huit dernières années, le quartier est plus raciste contre la "religion" (entendez, l'islam). »

Une anecdote, un fait divers, des rumeurs… on voit rapidement se renforcer le rejet de l'autre.

« Les immigrés doivent s'adapter et pas le contraire ! Il faut diminuer leur nombre, car la peur est là, il y a un sentiment d'envahissement grandissant. L'État doit recadrer avec la Loi comme un père de famille. »

Et le rejet est réciproque.

« "Les Européennes sont des putes", disent-ils, les barbus ne se marieront jamais avec des Belges. Ils ne veulent pas comprendre. Ils ne partagent pas nos valeurs. » (Homme d'origine italienne, né dans le quartier, 55 ans).

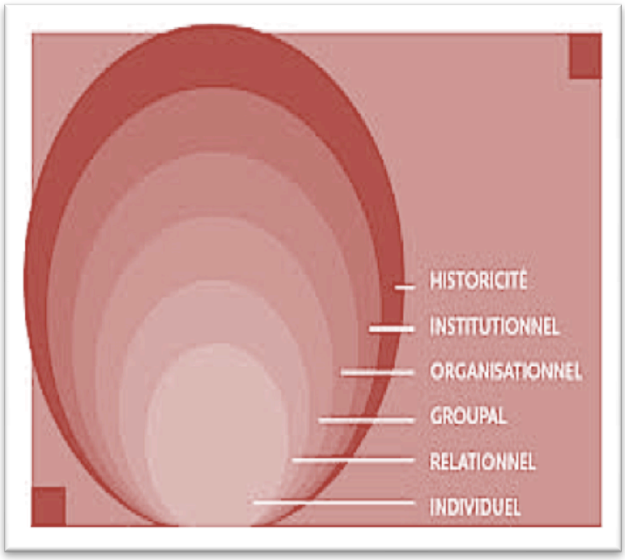
La majorité des interviewés ont pourtant l'impression que les « immigrés » s'intègrent à leur rythme et que chacun essaie de créer des ponts malgré ce qui distancie :

« Sainte-Walburge est un chouette quartier, les violences se sont calmées dans les parties plus difficiles. Tout le monde s'y entend bien, pas de racisme. Il y a les différentes affinités des personnes ; il est difficile de pousser la porte et dépasser ses peurs pour aller vers l'autre. »

« Quand on va vers les autres, les gens vous acceptent aussi » (Femme, 41 ans, Belge d'origine marocaine).

« La disposition tentaculaire du quartier ne permet pas de bien connaître ses voisins à plusieurs rues : il y a des petits quartiers dans le quartier… Pas de grande auberge espagnole ici, ou une seule fête, mais plusieurs auberges et fêtes, dans chaque "sous-quartier". »

Le sentiment d'appartenance à une communauté participe à la cohésion sociale et augmente quand les personnes s'investissent dans leur quartier et en ont un retour positif. L'utilisation du « nous » en est révélatrice. Aussi, même si quelques-uns « continuent à ramener des femmes du pays », des mariages mixtes inversent la vapeur. Dans ce domaine, les habitants souhaitent multiplier les opportunités de rencontres, de décloisonnement et de rencontres. L'isolement, le repli et le manque de mixité sociale évoqués par les interviewés peuvent être traités de multiples façons : par un changement au niveau personnel, interpersonnel, collectif, groupal ou sociétal. C'est-à-dire en appréciant les dimensions systémiques des faits et non en les réduisant à une seule opposition surfaite, comme « les musulmans contre les autres ».



Bien que tous se sentent concernés par de micro changements, plusieurs groupes de personnes ont été désignés comme les publics cible des actions devant mener à des améliorations sociales : les immigrés, les réfugiés, les allocataires sociaux, les personnes vivant dans les logements sociaux, les aînés… Pour exemple, « les plus pauvres, cloisonnés dans les logements sociaux », peineraient à sortir de chez eux. La Maison Liégeoise y travaille via un projet communautaire avec d'autres acteurs. Des citoyens plus nantis pourraient y contribuer et ajouter leur pierre à l'édifice du mieux vivre ensemble par de petits gestes, pense-t-on, dans le quartier, mais les modalités restent à définir.

Culturel : loisirs, traditions locales et fêtes

Adultes et jeunes se sont montrés satisfaits des offres en matière de loisirs : centre de sports, bibliothèque, jardins collectifs, activités pour jeunes et adultes… Plusieurs interviewés parlent d'abondance, d'autres d'offres segmentées qui drainent des publics particuliers qui ne se mélangent pas. Là aussi, le manque de mixité sociale est relevé.

« Dans le club, il y a plus de 20 nationalités différentes. Beaucoup viennent d'Afrique du Nord, il y a beaucoup de Marocains, des Algériens, des Tunisiens, essentiellement des Maghrébins donc, mais aussi des Nigérians et des Congolais : 97 % des jeunes sont d'origine étrangère et la plupart de classe sociale défavorisée. »

Le théâtre Le Moderne œuvre depuis des années à rassembler des publics variés dans ses murs par un travail collectif avec les jeunes du quartier, une participation active dans la vie de la localité et un programme panaché.

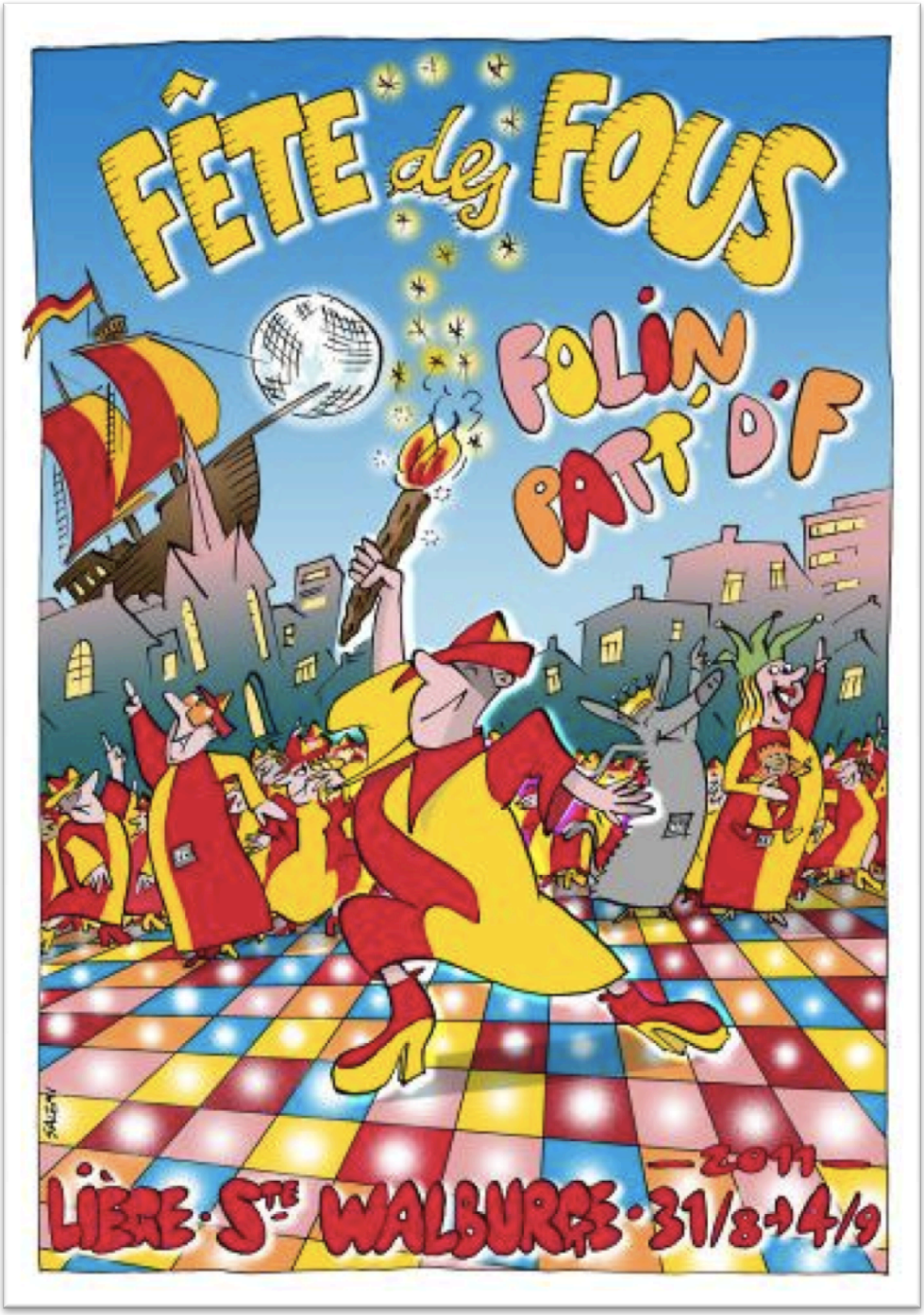
La fête, comme dans le reste de la ville de Liège, a une place prépondérante et l'esprit festif perdure en incluant les nouvelles générations.

> *« Sainte-Walburge c'est une vie culturelle et relationnelle exceptionnelle : 40 ans de "Fête des fous", de mouvements de jeunesse… cela ne s'invente pas ! »*

Les traditions gardées ont toutefois évolué par la transformation d'une procession religieuse en une fête exaltée. Certains estiment cependant que la convivialité s'y perd :

> *« La fête… cela devient une grande beuverie. Je n'y vais plus ! »*

Il semble que l'acrochage de certaines cultures venues plus récemment de l'étranger n'a pas pu se faire à ce train de folklore local. Les retenues des uns se donnent en écho à l'ambiguïté des autres : certes, la cuisine du monde est appréciée dans les stands, mais l'arrivée de nouveaux commerçants étrangers est vécue comme une concurrence par les anciens commerçants. Pourtant, l'intégration aux festivités et à ses préparatifs peut marquer le début de la construction d'un « nous » local plus inclusif.



Avis particulier des enfants

Le regard des enfants sur Sainte-Walburge a été récolté à travers trois après-midi d'animation avec l'ASBL Sainte-Walburge.

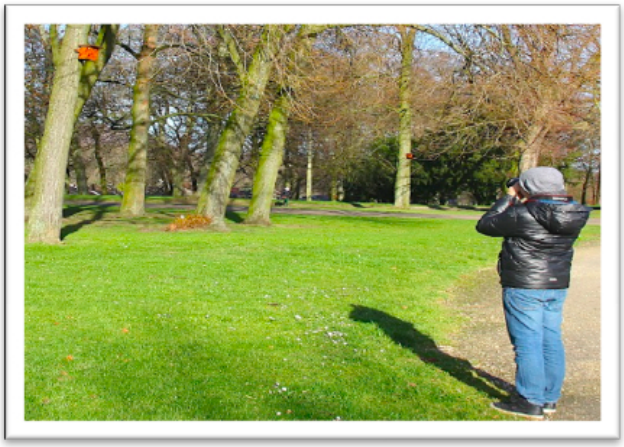
Les animatrices de l'IRFAM ont invité un groupe de dix enfants du quartier à prendre des photos et à donner leur avis sur l'environnement, notamment en repérant les endroits qu'ils aimaient. Une animation photo langage s'est articulée à partir des images prises par les enfants (dont certaines sont exposées dans ce rapport). Il s'agissait de réaliser une affiche présentant la vie le quartier : l'occasion de regarder son milieu de vie familier et le faire découvrir à des personnes étrangères. L'animation reflète ainsi les pensées des enfants sur leur environnement, pensées recueillies collectivement.

En résumé, tous les enfants (une douzaine de participants) ont dit aimer leur quartier et qu'ils ne voudraient pas changer de lieu de vie. Ils y apprécient particulièrement la verdure, les places, les offres d'activités sportives et récréatives, le théâtre, les fêtes auxquelles ils participent et les autres évènements culturels, en général.

Pour les enfants, les différences de culture ne posent pas problème et ils veillent à ce que chacun soit respecté.

On le constate, leur point de vue est nettement plus positif que celui des adultes et les animations autour du quartier furent un moment pour célébrer ce qu'ils apprécient dans la localité : les rues verdoyantes, la proximité des parcs de la Citadelle…

Même si le regard de ce petit groupe d'enfants d'origines diverses ne peut représenter l'avis de tous les enfants du quartier, il semble important de l'intégrer dans le présent travail. Cette incise indique l'intérêt d'une recherche auprès d'un plus grand échantillon d'enfants et d'adolescents du quartier, ainsi que l'intégration nécessaire des écoles et des lieux de jeunesse dans un travail futur de construction de la cohésion sociale à l'échelle locale. Cette présence non seulement permet de rafraîchir et d'innover les regards sur des antagonismes culturels pointés par les adultes, mais permet également de responsabiliser les jeunes générations sur la prise qu'ils ont sur le devenir de leur environnement de vie et de leurs relations sociales.



Analyse : forces, faiblesses, opportunités, obstacles

L'analyse du corpus recueilli lors du diagnostic permet d'étayer les forces, les faiblesses, les opportunités et les obstacles du quartier tels que perçus par les habitants et les acteurs du faubourg. Voici, en synthèse, la liste des réponses des interviewés. Même s'il faut les contextualiser, cette liste offre un bon état des lieux de la perception des cinquante témoins adultes.

Les forces du quartier : autant d'opportunités pour la cohésion sociale

- La richesse de l'offre associative et institutionnelle de proximité et sa coordination : comité de quartier, volonté de travailler ensemble, de mettre les moyens en commun. Volonté de renforcer la dynamique positive du quartier.
- La présence de financements publics (Gouvernement fédéral, Région wallonne, Ville de Liège).
- Un environnement vert qui met une bonne ambiance.
- Ses fêtes : la Fête des fous, la Tornade blanche[1]…
- Ses commerces de proximité : les habitants y accordent beaucoup d'importance. Ils sont identifiés comme des lieux de convivialité et de lien social.
- Le brassage des jeunes de diverses origines dans les écoles et certaines structures pour jeunes. Quelques réalisations cinématographiques et théâtrales avec des jeunes du quartier.
- La présence d'acteurs « moteurs » dans le quartier : nombreuses structures, beaucoup de bénévoles, du dynamisme… dont des mamans investissant les écoles.
- Une émulation liée à l'ouverture, à la découverte d'autres cultures. Un enrichissement intellectuel grâce à l'apparition de nouvelles questions sociales.

Les faiblesses du quartier : autant d'obstacles à la cohésion sociale

- Manque de travail d'éducation à la citoyenneté et de prévention : trop d'oppositions, de concurrences (entre associations), de frontières invisibles, de « conflits de palier », d'incivilités, d'ignorance sur le fonctionnement du pays, de certaines institutions (PMS…), de méconnaissance du français, d'enfants souvent livrés à eux-mêmes, de violences symboliques et physiques (dans le bus…), voire du racisme…
- Présence de concentrations socio-ethniques : fort regroupement familial ou régional dans certaines communautés, absence de mixité sociale à l'école, difficultés à faire respecter la mixité des genres et des âges dans les structures de jeunesse, manque de participation dans la vie du quartier de certains groupes immigrés…
- Une population parfois fortement focalisée sur ses besoins primaires et individuels : précarité, insécurité… ; pas assez de moyens, de compétences pour accompagner les familles en détresse ; la fin des initiatives collectives trop souvent liées à quelques individus qui finissent par partir.

Ce que les témoins souhaitent changer dans le quartier

Pour cet item, peu d'interviewés ont émis des idées. Nombre d'entre eux ont estimé qu'il était normal de ne pas vivre dans un monde idéal et que leur quartier était « parfait avec ses imperfections ». D'autres se sont aventurés à lister des objectifs d'actions. Ils seront utiles, demain, pour construire une initiative commune sur le quartier.

[1] L'événement annuel « Tornade blanche » commence par le nettoyage collectif du quartier et se termine par des animations sur la place Seeligers en après-midi. Il est le fruit d'un partenariat entre plusieurs associations et le Plan fédéral des grandes villes.

OBJECTIFS POUR LE QUARTIER EN GÉNÉRAL

- Plus d'ouverture vers l'extérieur, plus de mixité socioculturelle partout = éviter la « ghettoïsation ».
- Plus de lieux de convivialité = sortir les personnes de l'isolement.
- Plus de commerce de proximité = plus d'emplois, plus de perspectives pour les jeunes.

OBJECTIF POUR LA JEUNESSE EN PARTICULIER

- Plus d'offres AMO ou socio-éducatives dans les écoles, plus d'espace pour les jeunes et les enfants, plus de responsabilisation des adolescents en tant que « tuteurs » des plus jeunes = moins de jeunes exclus, sans projets et violents[2].

OBJECTIF POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE

- Plus de moyens d'expression et de mobilité pour les filles et les femmes = plus d'émancipation et de respect.

OBJECTIFS POUR LES ACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

- Plus de formation à l'interculturalité pour les professionnels = moins de décalages avec les familles immigrées, plus d'ouverture[3].
- Plus de moyens pour les acteurs = plus de soutien aux familles dans leur intégration, dans l'apprentissage du français et à la parentalité.
- Plus de réflexion et de coordination autour des projets = plus d'efficacité sociale, interculturelle, intersectorielle[4].

[2] *« Il y a beaucoup des jeunes qui vont pas bien dans ce quartier : décrochage scolaire, prison, pas de suivi santé, délinquance… Ils ont fait des bêtises et ont des problèmes avec la justice. »*

[3] *« Inviter les habitants aux activités, porte à porte ».*

[4] *« Il y a beaucoup de projets sur le quartier, mais pas assez de bonne réflexion. »*

Validation : retour sur les analyses

Le processus de validation des résultats comprend des échanges de courrier, de nouvelles rencontres approfondies et une réunion tenue fin mars 2014, dans le quartier Sainte-Walburge, afin d'enrichir les premières analyses et propositions d'actions.

Cette restitution heuristique a permis des échanges avec un groupe de dix acteurs du quartier, des travailleurs sociaux pour la plupart, issus d'associations privées et de services publics.

Les échos recueillis permettent de valider la démarche et ses résultats dans leur ensemble. Tous les acteurs qui ont réagi au travail de l'IRFAM se sont réjouis du retour essentiellement positif des interviewés. La recherche met effectivement en évidence une relative satisfaction des habitants et travailleurs du quartier, ainsi qu'un fort attachement à la localité. Ce constat peut être rapproché de l'absence de projet ou de désir chez les habitants de quitter le faubourg. En effet, aucun interviewé n'a évoqué le souhait changer de lieu d'habitation, malgré certaines difficultés.

En revanche, plusieurs thématiques ont pu être approfondies lors des échanges et quelques compléments d'enquête ont été consentis.

Crainte de stigmatisation et autocensure : le religieux en question ?

La volonté des acteurs de préserver la réputation et une image valorisante du quartier, mais aussi le souci de ne pas renforcer la stigmatisation de certains groupes, aboutit parfois à adopter un discours « interculturellement correct ». Pourtant, en dernière analyse, certains acteurs ont dû rappeler l'existence de tensions au sein du quartier, notamment entre musulmans et non-musulmans. En effet, ils s'attendaient à ce que les habitants musulmans soient davantage stigmatisés dans les interviews par les témoins qui ne sont pas de cette religion. Ils pensent donc que, dans leur ensemble, les interlocuteurs de l'étude ont fait preuve de retenue, peut-être pour ne pas essuyer eux-mêmes des critiques[5].

On peut rapprocher cette observation de l'absence de mosquée dans le quartier. Si plusieurs acteurs ont signalé des plaintes de la part des musulmans quant à cette absence, les participants à la rencontre de validation pointent les critiques diffuses concernant la construction d'une mosquée dans la localité, ainsi que dans le quartier voisin, à Glain. L'arrivée d'une mosquée à Sainte-Walburge attiserait, selon les participants, les fantasmes d'envahissement et envenimerait les relations entre habitants.

Rappelons le refus de témoignage du responsable de l'actuel local de prière de Sainte-Walburge, lors de la présente étude. Cela semble en effet créditer l'hypothèse de tensions perlées entre les habitants dont la volonté est de voir plus de facilités et de visibilité pour leur culte dans leur quartier, d'une part, et ceux qui n'en veulent pas, d'autre part. Ce type d'antagonismes ont été de nombreuses fois observés dans de précédentes recherches, dans plusieurs communes en Europe (Manço et Amoranitis, 2005 ; Parthoens et Manço, 2005). Ils indiquent la nécessité d'un travail local d'information, de dialogue et de médiation autour des questions et des droits en matières religieuses et philosophiques.

En abordant le peu de visibilité du religieux dans le quartier, certains acteurs travaillant avec les adolescents ont souhaité ajouter le fait que, selon leur sentiment, de plus en plus d'adolescents de famille musulmane opèrent un « retour au religieux » qui engendre des échanges parfois virulents, chargés de jugements de valeurs et de sexisme, notamment à propos des principes pédagogiques qui doivent guider le travail des structures dédiées à la jeunesse. Les questions de genre se posent ainsi de manière problématique, renforçant des stéréotypes des uns et des autres. Les éducateurs semblent parfois dépassés par ce type de phénomènes qui vont de pair par le renforcement de la concentration des jeunes de certaines origines, par exemple à la maison des jeunes. Bien qu'ils comprennent que les jeunes puissent utiliser le religieux afin de se valoriser et exister, voire de provoquer ceux par qui, à tord ou à raison, ils estiment être exclus, le risque existe, selon les éducateurs, que ces jeunes renforcent leur auto-exclusion sociale par des formes radicalisation de leurs discours et actes, et versent, enfin, dans un « racisme à l'envers ».

[5] Dans un autre registre, mais selon le même mécanisme d'autocensure par peur de représailles, les personnes présentes à la rencontre de validation étaient étonnées d'entendre que les interviewés n'aient pas fait plus mention d'actes de vandalisme et d'agressions dont certains ont été victimes dans le quartier, comme un des commerçants interrogés, braqué à plusieurs reprises, mais qui n'en parle pas.

Le caractère possiblement réactif de ces attitudes doit être souligné et de rapprocher ces observations du refus de visibilité de l'islam dans le quartier. Si cela permet d'insister sur le caractère « médiation » du travail communautaire à réaliser dans le quartier, on rappellera aussi l'importance d'un travail de pédagogie interculturelle et d'ouverture philosophique au sein des écoles, tel que l'Échevinat de l'Instruction publique de la Ville de Liège (2103) le projette, d'ailleurs, dans son programme. Si les outils d'intervention ne manquent pas en cette matière (Amoranitis, Crutzen, Manço et al., 2011), il s'agit de les mettre en œuvre de manière durable et coordonnée avec l'ensemble des structures éducatives du quartier.

Mobilité et partage de l'espace public

Le quartier se caractérise par sa mobilité : lieu de passage, de trafic automobile et de transit. Des personnes y déménagent au fil de leur évolution : ascension sociale, perte de logement, transfert d'habitat social, divorce, passage du statut étudiant (rue de Campine, par exemple) au statut de jeune adulte salarié, etc.

Beaucoup de gens travaillent à Sainte-Walburge, mais n'y vivent pas : travailleurs de la Région Wallonne, de la Citadelle, du Start, du Péri… L'hôpital local draine aussi son flot de visiteurs. De nombreuses plaintes concernent le trafic dans ce secteur.

Porte d'entrée nord de la ville, le quartier comporte quelques artères importantes de Liège. Cette situation engendrera dans un proche avenir de plus en plus de problèmes de parking, selon les participants à la validation. La commune récolte déjà de nombreuses plaintes pour non-respect des panneaux « réservé à la circulation locale ».

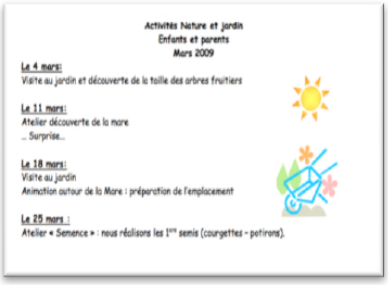
Il serait intéressant de mesurer les retombées économiques de ces passages pour les commerces. L'accueil d'une grande enseigne du style « Starbucks » pourrait contribuer à la création d'emplois dans le quartier et participer à la mixité sociale qui semble encore insuffisante dans le quartier.

Pour les participants à la phase de validation, les commerces de proximité devraient bénéficier de ces passages. Ils ne comprennent d'ailleurs pas les réactions de certains interviewés concernant l'ethnicisation de ces derniers. Pour eux, il s'agit d'un fantasme que « l'un chasse l'autre ». Il faut restituer ces passages dans une analyse plus large de l'évolution du commerce de centre-ville.

Ce thème est certainement un des aspects les plus visibles de l'expression des logiques de territoire au sein de l'échantillon de l'étude. La concurrence pour l'espace et la mobilité s'expose par ailleurs de diverses manières selon les classes sociales, les âges, les préoccupations et les enjeux des interlocuteurs : militer pour une diminution du trafic automobile ou une zone à 30 km/h, pour la constriction d'une mosquée, participer à la fête de quartier, vandaliser les bus ou s'insurger contre les jeunes qui caillassent les bus et les policiers… jusqu'à considérer qu'un groupe de jeunes du quartier tente de faire régner « une zone de non-droit ».

La propreté aussi semble être un sujet sensible pour certaines personnes, alors que la majorité n'en fait pas une priorité. La saleté (dépôts clandestins, papiers par terre, crottes de chien…) participe néanmoins de la mauvaise image du quartier et peut la dégrader encore. Plusieurs autres sortes de nuisances rabaissent également la qualité du quartier comme le tapage nocturne. Selon les services de propreté, les incivilités, comme les tags, demandent beaucoup de patience et de pédagogie : *« c'est un éternel recommencement. Il faut tout le temps réexpliquer… c'est fatigant ! »*

Pourtant, Sainte-Walburge s'est montrée capable, par le passé, d'inventer des solutions innovantes qui permettent à sa population diversifiée de s'approprier et de prendre soin de son espace de manière collective. Rappelons une expérience d'Éclat de rire, dans les années 2000. Cette dernière, au départ de rencontres structurées, a permis de mettre en place des ateliers ou des activités basées sur l'échange des savoirs, inspiré des réseaux d'échanges réciproques de connaissances. Dans ce projet soutenu naguère par la Fondation Roi Baudouin, a été imaginée une sorte de charte de bienveillance. Celle-ci a permis au groupe d'habitants participants (40 personnes issues de sept familles différentes) de parvenir à une meilleure gestion et organisation de l'espace public. Par exemple, le projet « Jardin solidaire » qui a fonctionné plusieurs années durant. Des parcelles de terrain privées et communautaires ont été entretenues par des enfants, leurs parents et d'autres des habitants du quartier à des fins alimentaires et sociales. Ce travail a permis de valoriser l'engagement, le travail pour soi et pour les autres, la mixité socio-économique, l'émancipation, l'intergénérationnel et la solidarité autour d'un jardin. Les réflexions semblent indiquer l'utilité de nouvelles initiatives de ce type.



Activités Nature et jardin
Enfants et parents
Mars 2009

Le 4 mars:
Visite au jardin et découverte de la taille des arbres fruitiers

Le 11 mars:
Atelier découverte de la mare
… Surprise…

Le 18 mars:
Visite au jardin
Animation autour de la Mare : préparation de l'emplacement

Le 25 mars :
Atelier « Semence » : nous réalisons les 1ers semis (courgettes - potirons).

Des incidents révélateurs à la maison des jeunes de Sainte-Walburge

L'ASBL « La Maison de jeunes de Sainte-Walburge » est un centre communal de jeunesse. Elle fait face à des violences multiples (violences envers les filles, violences symboliques, dégradations diverses…) depuis près d'un an. Si certains de ces actes sont courants dans les maisons de jeunes, leur accentuation révèle les difficultés rencontrées par les travailleurs sociaux et par les jeunes du quartier. Un climat tendu qui résonne comme un signal d'alarme.

Ainsi, en avril dernier, la salle d'accueil de la maison des jeunes a été vandalisée et les activités ont dû être décentralisées depuis Pâques 2014.

En apparence, il semble que des jeunes aient ainsi exprimé leur colère et leur désapprobation à propos de la présence d'un professeur masculin de derbouka (percussion marocaine) pour un cours destiné aux jeunes filles du quartier. Selon l'équipe de la maison de jeunes qui a été entendue de manière approfondie durant la phase finale de l'étude, « des menaces avaient déjà été proférées afin de prendre le pouvoir et créer une zone de non-droit ». Vu la pression exercée par un groupe de jeunes de 23 à 25 ans – très peu d'individus en réalité –, l'équipe a dû fermer l'accueil et délocaliser les animations. Suite à cela, les locaux ont été ouverts à la disqueuse, en fin de soirée, sans qu'aucun voisin ne signale l'effraction aux forces de l'ordre.

Ces incidents semblent mettre en exergue, d'une part, les tensions de genre, le recul des discours égalitaires et promixité, promouvant l'émancipation des femmes et, d'autre part, l'avancée d'une forme d'usage social du religieux, ainsi qu'une radicalisation de certains jeunes.

Tel est l'avis, entre autres, de l'animatrice de la maison des jeunes, la deuxième femme à y travailler, d'origine marocaine et portant le voile. C'est aussi elle qui s'occupe du cours de derbouka depuis trois ans :

> *« La première animatrice était d'origine marocaine aussi, pas voilée, une fille du quartier, et elle avait ses grands frères, elle, respectée et protégée… C'est un job hard quand on est une femme et en plus, pas du quartier, déjà ils me trouvent "trop belge" malgré mes origines et mon voile ! »*

Rappelons que le groupe de filles a démarré ses activités au sein de la maison de jeunes quand cette dernière a été fermée, en 2008, suite à une autre vague de vandalisme. Elles ont ainsi pris la place des garçons. Plus assidues aux activités artistiques, elles ont fini par occuper l'espace en quelques années. Aussi, on observe que certains garçons apprécient peu cette prise de leur « territoire » et de tenter un retour par la violence[6].

Selon Jamoulle (2009, 170), « la prééminence masculine se rigidifie ». C'est une manière de renverser le stigmate en réaffirmant sa dignité par le contrôle étroit des femmes de la communauté : une surveillance et une appropriation territorialisée du corps des femmes, en somme (Jamoulle, 2008, p. 68 ; Manço et coll., 2008).

Pour l'équipe d'animation, une petite minorité des jeunes adultes tentent d'interdire l'émancipation des jeunes filles sous prétexte de protection. Leur discours est : « si j'ai raté, tu ne rateras pas ! » L'idée serait : « monter sur une scène c'est risquer de ressembler à une fille de cabaret ». L'intégration serait synonyme de perte d'identité et donc d'échec. À ce protectionnisme paternaliste, s'ajoute également une dynamique de concurrence dans un contexte où les jeunes filles, « plus brillantes », réussissent mieux et bénéficient de plus d'attention et de soutien. La réussite et l'autonomisation des filles sont donc vécues comme une menace pour le statut des « grands frères ». Toutefois, ces derniers mois, les jeunes filles de la maison de jeunes ne se sont pas soumises aux menaces et des mamans les ont soutenues ; elles se sont constituées alliées en assistant à leur spectacle au mois de mai 2014.

[6] Pourtant, des spectacles et des concerts de percussions sont réalisés régulièrement par les enfants de l'EDD à Sainte-Walburge, depuis le milieu des années 2000, et tous les parents y sont invités (photo : Éclat de rire). On sent également le contraste entre les paroles des acteurs de la MJ (sans doute encore sous le choc d'un épisode pénible) et celles d'autres intervenants du quartier. On notera, enfin, que les multiples structures pour jeunes (EDD, AMO, MJ…) devraient mieux coordonner leurs visions et réalisations, et se renforcer mutuellement (Manço et Alen, 2011).

Pour le coordinateur et l'animatrice de la maison de jeunes, les incidents doivent être contextualisés. Ils interviennent dans un panorama social difficile. « Certains jeunes tentent d'imposer un ghetto dans le ghetto », disent-ils. Dans ce quartier se concentrent trois grandes familles venant d'un même village du nord-est marocain et rassemblent au total une septantaine de personnes très liées entre elles. « Plusieurs leaders dans ces familles souhaitent imposer leur loi. Ils chassent les autres et essayent de dominer la place Seeligers et environs. »[7] Cela semble renforcer le sentiment d'appartenance à la « culture d'origine » chez les jeunes. Des phénomènes de bande en sont le corolaire, pour cette jeunesse en recherche de valorisation, de même que des élans de solidarité : on a récolté dans l'îlot jusqu'à 6000 € pour l'enterrement d'un jeune rappeur du quartier, d'origine congolaise et converti à l'islam.

Le coordonnateur rapporte également le souhait des pères de famille musulmans de prier dans un local de la maison de jeunes, en l'absence de mosquée dans le quartier. Un des arguments de ces hommes est aussi apaiser le climat de violence dans cette structure[8].

La religion peut en effet être vue comme une stratégie de valorisation sociale quand il n'est pas possible d'exister par son travail ou sa réussite scolaire. C'est aussi un modèle de « normalité » que les plus âgés de la communauté musulmane, agacés, souhaitent communiquer aux jeunes chômeurs[9] du quartier qui n'en sont pas à leur première contradiction, prônant la vertu et commettent des actes de délinquance.

Selon le coordonnateur, dans le quartier, environ 20 % des jeunes tomberaient dans la délinquance et une infime minorité dans le banditisme[10]. Le quartier présenterait des caractéristiques similaires à Droixhe. Leurs comportements entrainent un isolement, nourri par la peur de l'autre, dont ils deviendraient acteurs et victimes. Leur peur des préjugés, du vide identitaire, de l'absence de projet d'avenir et leur colère face à l'injustice, la stigmatisation d leur origine étrangère les entrainent à se réfugier dans la bande de copains, et à une forme de retour à la tradition… Faire peur à l'autre devient alors un moyen d'expier ses propres angoisses, de reprendre du pouvoir par la possession du territoire, de la bande, des filles… Appartenir au quartier est donc à la fois une fierté et une honte[11]. En effet, les jeunes sont nombreux à confier que « quitter le quartier pour un travail, et se marier, acheter une auto et partir, consommer… » restent des symboles de réussite.

---

7 *« Le soir ça craint à Seeligers, c'est une zone de non-droit, moi je n'y reste pas… »* (Animatrice de jeunes).

8 Ce fait contraste avec l'avis d'autres professionnels du quartier qui semblent voir un abandon des jeunes par les parents face à des responsabilités que des enfants ne devraient pas envisager (parentification).

9 L'insertion professionnelle de nombreux jeunes est un réel problème. Plusieurs demandent à la maison de jeunes de les engager comme animateur, un des seuls jobs qui leur semblent accessibles. Les éducateurs leur a proposé de suivre une formation, mais aucun (fille ou garçon) n'a poursuivi. Des problèmes d'assiduité et d'hébergement en résidentiel en seraient, notamment, parmi les causes.

10 Un seul fait dans ce domaine circule dans les mémoires, c'est le braquage des magasins du Cora de Rocourt, fin mars 2010, avec des armes factices. Selon la presse, quatre à sept jeunes y ont été impliqués dont la plupart mineurs. Connus de la police pour d'autres faits, ils ont été rapidement conduits en centre fermé : www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=432568
www.lesoir.be/archives?url=/regions/liege/2010-03-30/braquage-du-cora-quatre-suspects-en-centre-ferme-761707.php
La maison de jeunes a pastiché le fait divers par une vidéo humoristique réalisée par les jeunes en décembre 2010 : « Braquage à la marocaine » (photos), film visionné plus de 130 000 fois sur YouTube : www.youtube.com/watch?v=WYkdxLG8tmM&feature=kp.

11 Les jeunes crient leur insatisfaction de diverses manières. Notamment, auprès de La Maison Liégeoise, à laquelle ils reprochent de rénover tardivement et d'attribuer des logements à des personnes « moins prioritaires ». La sortie d'un CD de rap, *« Nous »,* produit par la maison de jeunes, qui relate ce type de frustrations, si elle contribue à répondre au besoin légitime de reconnaissance et de valorisation des jeunes, afin de faciliter le contact avec « l'Autre », elle peut tout autant contribuer au renforcement d'une identité victimaire fermée, parmi ces mêmes jeunes.

Discussion des résultats

Sainte-Walburge : quelles transversalités ?

Les propos recueillis montrent la difficulté, même pour les professionnels du social, de rendre la complexité du quartier. Chacun perçoit la réalité à travers son public cible, son vécu, ses filtres… En s'adaptant peu ou prou au discours de la « majorité » (celui véhiculé par la presse, par exemple) ou aux traductions potentielles que l'on peut en faire, selon son identité (professionnelle), l'interviewé produit une vision plus ou moins convenue qui peut évoluer dans le temps, en fonction des faits.

Ainsi, la plupart des acteurs professionnels se sont montrés sensibles à l'image qu'ils reflètent de leur public : à quelques exceptions près, ils se défendent de renforcer des stéréotypes. Quant aux habitants, ils évitent également de renforcer le trait sur les difficultés relationnelles dans la localité, quitte à minimiser certains problèmes pourtant bien réels. Pour certains jeunes, socialement exclus et stigmatisés parce que jeunes, parce que sans qualifications, parce que d'origine étrangère… cela rend l'espace du quartier comme une zone de protection : services offerts, animateurs bienveillants… Aussi, en restant dans le quartier, certains jeunes semblent vouloir éviter des échecs annoncés, des pressentis négatifs et des images néfastes d'eux-mêmes que le reste de la société pourrait leur refléter. Cette protection est bien un des rôles du travail socio-éducatif développés dans les quartiers défavorisés, mais n'est-elle pas aussi un des obstacles qui empêche les jeunes d'avancer dans la vie et de rester « accros » à une maison de jeunes, par exemple, au-delà de 23, 25, 27 ans… ?

Se pose alors la question des liens entre les services socioculturels dédiés à la jeunesse et les services d'insertion socioprofessionnelle ?

En effet, peu de services d'insertion sont actifs dans le quartier et très peu des structures rencontrées ont évoqué de tels liens. Dans le même parcours, plus en amont, on peut également s'interroger sur *les collaborations entre écoles, écoles de devoirs et maison de jeunes, voire des centres AMO : quelles transversalités pour permettre le développement socioculturel positif des jeunes du quartier ?*[12]

Pourtant, le tissu associatif de la localité, dense et dynamique, se caractérise par une volonté de travailler ensemble et d'impulser une approche globale réfléchie avec une mutualisation des ressources associatives. La coordination sociale s'affaire à renforcer et soutenir cette dynamique depuis plus de dix ans (CRIPEL, 2012). Elle met d'ailleurs à jour un guide des associations afin de faciliter l'interconnaissance, l'accès à l'information et l'orientation du public.

Les acteurs reconnaissent toutefois le besoin de davantage de transversalités dans les approches, de plus de coopération et d'économies d'échelle au profit des usagers. L'esprit de compétition, lié au mode d'attribution des subsides aux associations, est identifié comme un obstacle à la mutualisation des ressources et au renforcement des « bonnes pratiques ».

Des visions divergentes peuvent également être source de dissolution dans le tissu socioculturel local. La maison des jeunes, par exemple, semble rencontrer plus de difficultés que d'autres structures à développer des relations de collaboration avec les organismes avoisinants (Manço et Alen, 2011). Pour le coordinateur de la MJ, les réunions de coordination sociale peuvent parfois aboutir à une perte de temps et d'énergie. Des divergences de philosophie semblent aussi interférer : « ils voient le travail avec une dominante sécuritaire », explique l'équipe de la MJ qui pourtant parle, elle-même, de « zones de non-droit » au sein du quartier…

[12] Une des valeurs fondamentales de l'éducation à la diversité est, sans aucun doute, l'ouverture de l'établissement scolaire ou éducative au monde qui l'entoure et tout particulièrement aux familles et aux communautés dont sont issus les jeunes. Les associations locales font aussi partie de ce milieu environnant. On constate pourtant qu'il peut exister des tensions entre les équipes éducatives et parents, les uns responsabilisant les autres des difficultés, par exemple, scolaires vécues par les enfants. De nombreuses incompréhensions et peurs réciproques empêchent le dialogue, et ce, au détriment du bien-être des enfants et adolescents qui sont comme déchirés entre deux systèmes antagonistes. Un travail à la fois sur les représentations et sur les valeurs constitue donc un défi fondamental pour qui souhaite développer un projet d'ouverture, transformer les peurs en partenariat éducatif avec les familles. La question des relations entre écoles/associations/familles doit être abordée tout particulièrement pour envisager de nouvelles formes de triangulation au niveau local.

Un reflet, peut-être, au niveau des structures, de la division « Nous/Eux » ressentie dans le discours des habitants : « ils ne nous comprennent pas », ajoute, le coordonnateur de la MJ.

Il est vrai cependant que la volonté de coopérer et de rassembler les forces du quartier au profit des habitants ne suffit pas toujours pour mettre en place un travail en réseau efficient. Tous les témoins professionnels regrettent, ainsi, de ne pas pouvoir consacrer plus de temps au renforcement des forces vives du quartier prêtes à s'investir dans des actions citoyennes au niveau local. Des questions de méthode sont sans doute également en jeu.

Selon Mercier et coll. (2003, 134), *les facteurs de succès d'une action locale intersectorielle* sont :

- Un consensus de base, c'est-à-dire :
  - Une cible circonscrite, précise, accessible ;
  - Un petit territoire qui correspond au milieu de vie ;
  - Un accord sur le portrait du milieu (quelles sont les forces et les faiblesses ?) ;
  - Le choix d'une problématique qui rassemble ;
  - L'identification de problèmes communs.
- Un climat d'ouverture et de confiance :
  - La liberté de contribution et le respect des limites de chacun ;
  - L'identification claire des positions, contraintes et disponibilités de chacun, préalablement à l'action ;
  - La stabilité des représentants.
- La mobilisation et la participation des acteurs concernés :
  - La légitimité et la représentativité des participants ;
  - L'implication de tous les acteurs concernés dès le départ ;
  - La présence des décideurs et leur volonté d'agir ;
  - L'appel à l'expertise du milieu et la volonté ne pas dupliquer ce qui existe déjà ;
  - L'implication de la population dès le départ dans la formulation et le pilotage des projets ;
  - L'évaluation collective qui met l'accent sur les potentiels plutôt que sur les faiblesses ;
  - La place laissée au plaisir et à la fête.
- Une structure souple et efficace :
  - Une structure légère de pilotage ;
  - Le respect de la dynamique du milieu (action/réflexion selon le niveau d'énergie et les besoins) ;
  - La clarté du partage des rôles et responsabilités ;
  - L'identification d'une personne pour assumer la coordination ;
  - Une aide par un expert externe ;
  - Le support de la hiérarchie.
- Un parti-pris pour des actions concrètes :
  - Un équilibre entre réflexions et actions ;
  - Des résultats concrets ;
  - La célébration des succès.

Pour certains auteurs (Mercier et coll., 2003, 96 ; Doucet et Favreau, 1991), les obstacles structurels à la collaboration sont : le manque de ressources, la sectorisation à outrance, les frontières administratives des actions, le corporatisme, les choc des cultures professionnelles et la diversité des approches.

Il est vrai que l'observation à Sainte-Walburge fait apparaître quelques-uns de ces obstacles :

- Le manque de ressources : la précarité de l'emploi, le manque de temps à consacrer aux partenariats, la non prise en compte de ce temps de partenariat par la plupart des pouvoirs subsidiants.
- La sectorisation : certaines divisions entre associations privées et agents publics de la ville.
- Le choc des cultures et divergence des approches : approches *« bottom-up »* vs *« top-down »,* différences de vues sur les politiques d'immigration et d'intégration, sensibilités différentes sur les questions de genre…

La notion de développement local doit pourtant se reposer sur le renforcement des capacités d'agir tant individuelles que collectives (Mercier et coll., 2003, 44 ; Lebeau, 1997, 35). Ce qui semble corroborer les nombreuses pistes d'actions que les acteurs rencontrés ont égrainées. Ces objectifs de travail sont nombreux et démontrent la maturité de la réflexion des acteurs rencontrés. Tous aspirent à des projets mieux articulés, où chacun pourrait se concentrer sur sa spécificité et en faire profiter les autres. Aussi, une analyse méthodologique approfondie des collaborations existantes à divers niveaux dans le quartier pourrait permettre d'augmenter l'efficacité de la coordination locale.

Selon Mercier et ses collègues (2003, 42), cinq niveaux de collaboration sont courants :

- La communication : relation informelle, exploration des intérêts communs et conflictuels, échanges d'informations…
- La contribution : relation informelle, soutien mutuel, objectifs indépendants, établissement d'une relation de confiance…
- La coordination : relation intentionnelle et formalisée, objectifs conjoints, mutualisation des ressources pour mieux répondre aux besoins, limitation des doubles emplois, harmonisation des activités existantes, division des rôles pour atteindre des objectifs conjoints…
- La coopération : relations formelles ou informelles, objectif complémentaires, intérêts similaires avec respect des identités de chaque partie, co-intervention, mise en commun des ressources, processus de décision conjointe…
- La concertation : exploration constructive des différences, recherche de solutions qui vont au-delà de la vision de chacun, développement d'une vision commune, bénéfices conjoints associés à un but commun, établissement d'un système interdépendant : intégration des intérêts, rôles, ressources…

Enfin, la coopération et la transversalité entre services (Manço et Alen, 2011) sont parmi les meilleurs exemples que les acteurs professionnels peuvent donner aux populations forcément diversifiées et divisées. Ainsi, les primo-arrivants, par exemple, cohabitent avec les anciens résidants de Sainte-Walburge plus dans une forme « mitoyenneté » que dans un esprit de « citoyenneté » qui entend coopération et solidarisation. Cette situation est renforcée dans le sens d'une division à travers l'ombre des dynamiques internes, très anciennes, de la société belge : une société qui se caractérise par ses structures pilarisées, mises en concurrence, ainsi que par ses institutions complexes, aux responsabilités de plus en plus étriquées. Ces dynamiques nationales et régionales impactent fatalement les mouvements du niveau local. Le manque de transversalité s'y retrouve sous diverses formes et se décline dans la bouche des interlocuteurs du terrain à travers un vocabulaire clair : « discussions de paliers », « territoire », « plates-bandes », « nos jeunes », « esprit de clocher »… Bref, *l'intégration des services entre eux semble être un bon début pour travailler l'intégration des populations.*

Disqualification spatiale, sociale et identitaire à tous les étages

De par sa mixité socio-économique, Sainte-Walburge ne peut être considérée, dans sa totalité, comme une zone urbaine défavorisée. Cependant, elle a la réputation d'être un quartier présentant une forte densité d'immigrés et de personnes issues de l'immigration, et certains faits divers ont mis le focus sur la présence de la délinquance autour de cités d'habitations sociales. De ce fait, dans l'imaginaire collectif, le faubourg est, malgré tout, étiqueté négativement et donc stigmatisé, une stigmatisation contre laquelle de nombreux témoins nous ont mis en garde.

> *« Oui, mais votre enquête, c'est pour quoi ? Parce que moi je ne veux pas qu'on utilise ce que je dis pour noircir le tableau. »*

C'est qu'en période de crise économique, les travailleurs sociaux et d'autres citoyens mesurent les dégâts de ces (auto-)disqualifications sur les habitants et sur l'espace (Caillouette, 2001 ; Jamoulle, 2008, 2009).

Si, dans le quartier, la vétusté des logements sociaux est vite relayée par l'abondance des espaces verts. L'enquête a récolté peu de plaintes concernant les incivilités. Quelques faits divers sont évoqués sans se réduire pour autant au sentiment d'insécurité généralisée ou de donner l'impression de vivre dans une zone largement dégradée. Cependant, les travailleurs socio-éducatifs, au moins, ont témoigné du cloisonnement des allocataires sociaux et des personnes immigrées : réseaux sociaux restreints, tendance à sortir peu de son quartier, voire de son logement, fréquentations majoritairement issue du groupe d'appartenance…

Par ailleurs, les incidents à la maison des jeunes mettent en évidence des formes segmentation entre services dédiés à la jeunesse et une « délégation par abandon » de la part des autorités chargées de ces questions (Manço et Amoranitis, 1999). Les éducateurs dénoncent, en effet, le fait qu'ils soient « montrés du doigt » : il leur est demandé de jouer aux pompiers, de colmater les brèches… face à des situations d'exclusion de marchés (scolaire, de l'emploi, du logement…) dont ils n'ont ni la responsabilité, ni la maîtrise.

> *« Ils attentent qu'on élève et éduque les ados du quartier. Un jour, on m'a appelé parce que des jeunes filles s'amusaient à sonner aux portes dans le quartier… mais que voulez-vous que j'y fasse ? »*

S'unir pour impacter les niveaux de pouvoir concerné constitue peut-être une piste de travail pour ceux qui considèrent que les problèmes de fond tournent autour de l'emploi, de l'école et du logement. Les incidents qui perlent dans le quartier n'en sont que des symptômes et s'attarder sur l'anecdotique est un mécanisme de défense pour l'intervenant abandonné à son sort.

Créations de nouvelles offres d'entraide communautaire

Il est aussi intéressant de se pencher sur les nouvelles initiatives populaires pouvant être qualifiées d'« alternatives » et caractéristiques des pratiques solidaires en temps de crise économique et sociale. En effet, la crise ébranle, mais reste féconde. Elle apporte son lot d'opportunités. Elle génère des initiatives, elle mobilise et pousse à la mobilité. La fin de la croissance économique pour de larges poches de la population, par exemple, voit aussi apparaître une révision de notre rapport à la consommation et la (re)mise sur pied de modalités plus ou moins efficaces (Maréchal, 2012).

Notre observation locale a montré que de telles évolutions existent notamment dans les milieux ayant participé à l'étude : jardins partagés, réseaux d'échanges de savoirs ou de service, comité de quartier, résurgence de solidarités religieuses en lien avec le recul des prestations sociales de l'État, formes de solidarité avec le pays d'origine…

Ces initiatives émergentes doivent être envisagées comme autant de défis et d'opportunités pour le mieux-être et le mieux vivre ensemble des populations locales. Ainsi, la co-construction de nouvelles actions collectives avec les communautés d'habitants demandera, à certains, de développer de nouvelles compétences professionnelles et personnelles (Manço, 2002).

Parmi ces compétences « interculturelles », des capacités d'identification des nouveaux leaders communautaires, de compréhension de nouvelles offres de service et d'entraide communautaires, voire religieux, et des compétences pour articuler des services professionnels et des initiatives bénévoles.

Attardons-nous sur la dimension religieuse, souvent citée comme un diviseur social dans le quartier.

Quand les piliers sociaux modernes (école, emploi, protection sociale…) ne soutiennent plus suffisamment l'individu en situation de précarité, le religieux peut représenter une alternative possible. Par précarité, il ne faut pas seulement entendre détresse économique, mais également la solitude induite par le délien social, la honte induite par la disqualification, etc. Certains enfants d'immigrés peuvent ainsi se réfugier dans un islam « purifié des traditions du pays d'origine », aux coutumes rigidifiées, que leurs propres parents ne comprennent parfois pas. Même s'il s'agit *a priori* d'une sorte de repli culturel, l'usage social du religieux traduit, au contraire, la volonté de trouver sa place ici et maintenant, notamment par la volonté de concilier des appartenances identitaires hétérogènes.

Bien qu'ils comprennent l'enjeu de reconnaissance et les stratégies de valorisation des jeunes, les éducateurs et intervenants sociaux restent malgré tout désemparés face à ce recours à des croyances que certains pensaient révolues à jamais avec la sécularisation des sociétés occidentales. Les questions de genre et le retour à des formes de patriarcat traditionnel (en comparaison avec les formes « modernes » de domination masculine que nous côtoyons chaque jour, à travers les publicités, notamment) sont autant de chocs culturels pour la plupart des professionnels de l'éducation, de la culture et du social.

Dans le contexte de crise, d'autres localités en Belgique (certains quartiers de Bruxelles, entre autres) voient cet usage social du religieux devenir plus systématique et déboucher sur le développement d'offres de services sociaux, éducatifs et confessionnels qui se « professionnalisent ». Si ces offres récoltent un certain succès auprès des plus précarisés, d'autres restent dubitatifs.

À Sainte-Walburge, il nous paraît utile de reconnaître la légitimité des expressions religieuses sur le terrain socio-éducatif et d'étudier les modalités d'une collaboration, non sans négocier les limites de chaque acteur.

Recommandations et conclusions

La gouvernance locale peut envisager de diverses manières la question des diversités qui traversent les citoyens : les ignorer ; tenter de les gommer; les polariser, en considérer certaines et en oublier d'autres ; ou encore tenter de les valoriser dans leur ensemble. Il faut entendre par « valorisation des diversités » toute initiative visant à promouvoir les relations interculturelles comme sources d'enrichissement pour l'action locale.

La « gouvernance interculturelle locale » consiste ainsi à développer une démarche participative, proactive et préventive :

- créer ou soutenir des « frottements » entre personnes et groupes culturels différents ;
- incarner les questions liées au « vivre ensemble » ;
- inclure des questions spécifiques aux minorités dans les actions publiques ;
- permettre aux minorités d'exprimer leurs sensibilités dans les prises de décision ;
- impliquer les groupes d'immigrants au débat et à l'action publics ;
- créer ou maintenir des espaces de concertation entre professionnels, un décloisonnement entre secteurs différents, entre professionnels et associations (une coordination horizontale)
- rendre possible les concertations entre professionnels, leurs publics et leur hiérarchie (une coordination verticale)
- et, enfin, échanger avec d'autres localités développant le même type d'expériences, diffuser des constats et réalisations…

Deux leitmotivs « prodiversité » sont nécessaires au niveau local. Le premier consiste à valoriser les ressources et des compétences des intervenants de terrain (les travailleurs sociaux, les animateurs socioculturels) et de leurs publics, notamment les migrants et leurs associations (en première ligne).

Le deuxième vise à favoriser l'intégration des compétences interculturelles dans une vision globale des politiques communales : chez les acteurs de deuxième ligne, les acteurs-relais, les coordinations, les élus…

Recommandations globales

On propose dix étapes concrètes pour développer la une politique interculturelle locale (Wood et Landry, 2007) :

- Déclarer publiquement que la ville développe une approche interculturelle explicite. Développer une action emblématique.
- Examiner les principales fonctions de la ville à travers une « loupe interculturelle ». Établir des projets phares en matière d'éducation, dans la sphère publique, en matière de logement, dans les quartiers, au sein de la police, dans le monde du commerce, du sport, des spectacles, etc.
- Explorer et identifier les meilleures pratiques ailleurs.
- Investir dans la formation linguistique afin de s'assurer que les migrants sont en mesure de pratiquer la langue de la majorité, mais aussi permettre aux membres de la majorité d'apprendre les langues minoritaires.
- Mettre en place une stratégie commune avec les médias en matière d'interculturalité.
- Mettre en place une politique internationale qui proclame que la ville est à la fois ouverte aux idées et aux influences du monde extérieur et cherche également à présenter son identité ailleurs, établit des liens culturels, commerciaux, de solidarité, etc. avec d'autres pays, dont les pays d'origine des groupes minoritaires : la ville développe de nouveaux modèles de citoyenneté transnationale.
- Mettre en place un observatoire de l'interculturel pour : développer la recherche de bonnes pratiques ; évaluer les situations locales ; offrir une guidance aux structures de la ville ; capitaliser les « bonnes pratiques » ; …
- lancer un programme de formation et de sensibilisation interculturelle pour tous les acteurs concernés dont les hommes et les femmes politiques, les représentants du secteur privé, etc.
- Mettre en place des forums consultatifs dans les quartiers, consulter la population.
- Prévoir des initiatives de rencontre entre diverses composantes de la population, dont les nouveaux arrivants.

À partir des étapes d'une politique interculturelle communale, proposées par Wood et Landry (2007), ainsi que par Brecknock (2005), il nous appartient de faire *la translation à la situation « micro local » du faubourg Sainte-Walburge.*

On constate d'ores et déjà que la Ville de Liège a l'intention d'approfondir sa politique interculturelle : signature de chartes, existence d'un Échevinat *ad hoc*, etc.

La présente recherche montre, par ailleurs, qu'au moins les thématiques suivantes : éducation, logement, politique de jeunesse, l'offre de cours de français, développement d'un tissu commercial local doivent être approchées avec un prisme d'analyse interculturelle, soit en sollicitant le point de vue et la participation de partenaires socialement et culturellement diversifiés.

Il semble également indiqué de développer un programme d'accompagnement et de concertation de tous les travailleurs sociaux et éducatifs concernés par ces activités.

Enfin, il s'agira de renforcer la participation de toutes les composantes de la population à diverses initiatives populaires de façon à relayer l'avis des diverses couches d'habitants et surtout de les mettre en situation de coopération.

Une politique locale doit, enfin, être régulièrement évaluée afin d'être pilotée de manière opportune. Selon Sensi et coll. (2004), l'évaluation de ce type d'initiatives se base sur des principes à négocier avec les partenaires :

- à quoi et à qui doit servir l'évaluation ?
- quoi évaluer avec quels critères ? La pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la visibilité, la durabilité…
- qui évalue ? Une évaluation externe, une évaluation accompagnée par un spécialiste, mais confiée aux acteurs eux-mêmes ?
- Quand évaluer : évaluation continue ? Évaluation ponctuelle finale ? En sachant qu'une évaluation continue ne peut pas rester externe, elle devient *de facto* une évaluation interne.
- Comment évaluer : quelles méthodes pour le recueil des données, comment et avec qui seront analysés les résultats, à qui seront-ils fournis… ?

Les principales questions d'évaluation sont :

- Quels sont les objectifs, les modalités de fonctionnement, les ressources du dispositif ?
- Quels sont les niveaux d'analyse de l'évaluation et comment se positionnent-ils dans un cadre théorique ?
- Comment définir les critères de qualité ?
- Quels sont les indicateurs de changements/de résultats à observer sur le terrain ?
- Dans quel délai attendons-nous ces indicateurs de changements/résultats ?
- Quelle stratégie développer dans l'animation du dispositif pour aider les participants à obtenir des résultats à court terme, à moyen terme… ?
- Comment l'évaluation sera incorporée dans le travail quotidien des partenaires ?
- Comment l'information circule et les décisions se partagent ?
- Quelles sont les productions concrètes du dispositif ?
- Comment le dispositif envisage l'après-projet ?
- Quelles sont les pratiques de réseaux qui ancrent le projet dans des partenariats externes, avec quels résultats ? Quelle durabilité ?

En général, on considère qu'un projet de gestion locale des diversités qui a réussi a permis de :

- développer de manière durable de nouvelles connaissances sur l'articulation des actions locales avec les politiques régionales ou communales en matière d'intégration des migrants ;
- développer de nouvelles approches et initiatives afin d'intégrer et de valoriser la diversité dans des systèmes locaux ;
- intégrer le point de vue des usagers et des personnels dans les diagnostics des problèmes rencontrés, la simplification des procédures et dans la formation continue ;
- interpeller les échelons du pouvoir avec ses pratiques, résultats et découvertes ;
- créer des espaces de rencontre entre des personnes d'origines culturelles différentes ;
- inclure des questions spécifiques aux minorités culturelles dans l'ordre du jour des réunions et des actions publiques ;
- associer activement les membres des minorités culturelles et des groupes issus de l'immigration au débat et à l'action publics ;
- mettre en place des dispositifs permettant aux minorités culturelles d'exprimer leurs opinions dans le processus des prises de décision et d'organisation locale ;
- valoriser les ressources et les compétences des intervenants de terrain et de leurs publics ;
- intégrer et d'alimenter les travaux d'un réseau plus large : échange de pratiques/outils, élargissement vers d'autres partenaires, publications, etc. ;

- ❏ démultiplier les effets des actions et des échanges par des initiatives de formation, de diffusion vers d'autres entités.

Clivages « Nous/Eux » : une mise en œuvre locale

Les observations montrent que plusieurs clivages « Eux/Nous » existent au sein du quartier. Ces antagonismes semblent déforcer les collaborations possibles, créent des concurrences, voire des oppositions :

- ❏ Jeunes hommes/jeunes femmes ;
- ❏ Musulmans/non-musulmans ;
- ❏ Agents communaux/travailleurs des associations ;
- ❏ Habitants du quartier/étrangers au quartier ;
- ❏ Personnes d'une origine donnée/autres personnes ;
- ❏ Nouveaux arrivants/anciens habitants ;…

Que proposer ?

Ces clivages pourraient être atténués par des formations, des sensibilisations à l'interculturalité ou des initiations à la critique de l'information ou des médias, par exemple. Il s'agira de renforcer les actions des associations en consolidant les pratiques de concertation et de partenariat. De manière complémentaire, il faudrait également permettre aux écoles locales de s'ouvrir sur le quartier, comme prévu dans leurs chartes. Leur participation à la coordination sociale est essentielle, une ou des personnes devraient y être déléguées.

Afin de diminuer les phénomènes d'auto-exclusion (radicalisation des jeunes, décrochage…), il faut permettre au public adolescent de se projeter positivement dans l'avenir. Ces problématiques dépassent largement le niveau local, mais peuvent être alimentées par les acteurs de terrain, au besoin insérés dans des partenariats supra locaux.

En ce qui concerne la problématique « musulmans/non-musulmans », les acteurs devraient davantage coopérer avec les divers regroupements au sein de la population locale. La proposition est de créer un espace de réflexion, en dehors des réunions de coordination sociale et en dehors de toute urgence ou crispation. Ce lieu de rencontre et d'écoute pourrait permettre de faciliter l'identification et la mutualisation des ressources des habitants. Les logiques d'interventions des acteurs professionnels pourraient ainsi être mieux diffusées vers les habitants, mais également s'enrichir de leurs apports et questions.

Un coaching extérieur, enfin, permettrait aux acteurs professionnels et bénévoles locaux de se prémunir du sentiment d'impuissance, d'oxygéner leurs projets et de renforcer leurs intersections.

Quelles finalités ?

À l'issue de cette phase diagnostic et en lien avec des réflexions précédentes (Manço et coll., 2010), l'IRFAM propose donc une telle intervention à Sainte-Walburge, voire d'autres quartiers similaires de la Ville de Liège. Cette action qui vise à renforcer la cohésion et les collaborations locales aura comme *finalités* de :

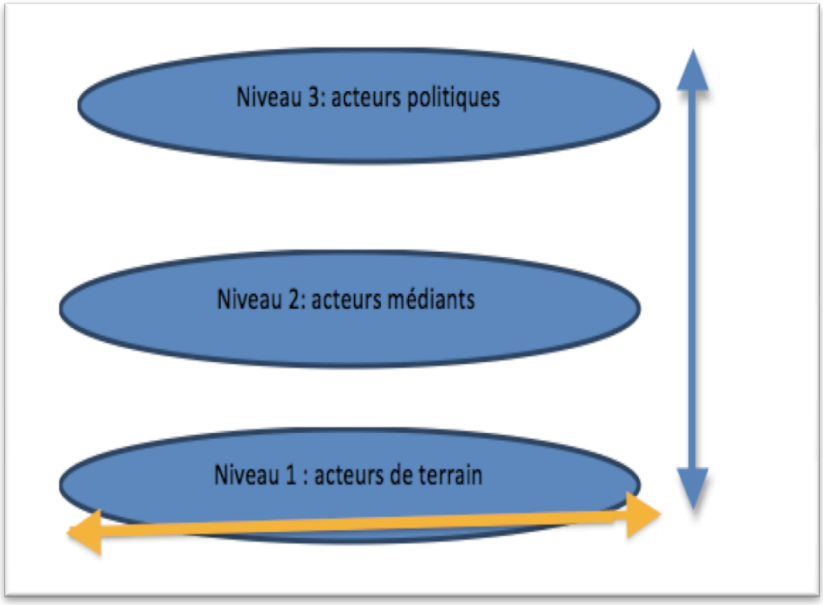
- ❏ Lutter contre les stéréotypes (ethniques, intersectoriels, entre niveaux de pouvoir…) ;
- ❏ Développer la médiation, le dialogue et la coopération interculturelle, intersectorielle, entre les niveaux d'action et de décision ;
- ❏ Et renforcer, *in fine*, les acteurs et la gouvernance locale interculturelle.

Quels publics ?

Le *public cible principal de l'action* est constitué des représentants des différents niveaux d'actions et de décision. Ils sont rassemblés en trois groupes :

- ❏ *NIVEAU 1 — Les acteurs de terrain :* travailleurs socio-éducatifs et socioculturels, enseignants, réunis ou non en coordination sociale, responsables associatifs, notamment ceux issus de l'immigration, des représentants des habitants, des jeunes, réunis ou non en comité de quartier, commerçants, etc.

- *NIVEAU 2 — Les acteurs « médiants » :* responsables des coordinations sociales et comité de quartier, coordonnateurs des services de proximité, directions d'école, représentants des acteurs de terrain…
- *NIVEAU 3 — Les décideurs politiques et administratifs :* directions des services de proximité, échevinats, bourgmestre.



On remarquera qu'une telle architecture d'intervention permet de répondre tant à des préoccupations de coordination entre les sphères décisionnelles et les sphères d'action (verticales), qu'à des préoccupations de coordination intersectorielle (horizontales), sur le terrain de l'action. Par ailleurs, elle permet de rencontrer les objectifs de changement énoncés par les témoins et synthétisés en page 16 de cette étude :

- Plus d'ouverture vers l'extérieur ;
- Plus de lieux de concertation ;
- Plus de réflexion collective autour des projets…

Quels objectifs spécifiques ?

Les objectifs spécifiques à atteindre varient selon les niveaux d'intervention. *Avec le niveau 1 (acteurs de terrain),* les objectifs opérationnels sont : accompagner et former les acteurs à la réalisation de diagnostics locaux, à la création de réseaux d'actions locales, au pilotage d'actions collectives intersectorielles et à l'évaluation de ces réalisations. De manière complémentaire, il s'agit également de les former au dialogue et à la coopération entre les acteurs sociaux d'origines et de fonctions diversifiées.

En ce qui concerne *le niveau 2*, il faut accompagner des acteurs intermédiaires à identifier et valoriser des bonnes pratiques d'actions interculturelles, en collaboration avec des acteurs de terrain. Il s'agit en somme d'articuler des plans locaux de cohésion sociale et d'intégration avec les réalités précises du terrain à Sainte-Walburge. Le groupe intermédiaire a également pour tâche de synthétiser et de traduire ces pratiques locales dans des recommandations politiques plus générales. Il contribue de cette façon à diffuser plus largement les résultats des agents locaux. La formation au dialogue et à la coopération entre acteurs de la gouvernance locale interculturelle concernera également ce niveau.

Enfin, avec le niveau 3, les décideurs, l'essentiel consiste en un travail d'information et de consultation. L'objectif est de faciliter le dialogue entre décideurs politiques et acteurs intermédiaires en vue de renforcer les politiques de participation sociale au niveau local.

Quelles activités ?

En pratique, on propose, pour le travail avec les *acteurs de terrain (niveau 1),* la mise en œuvre d'une commission *volontaire* composée de praticiens et de représentants d'habitants de Sainte-Walburge. Celle-ci se réunira à raison d'un séminaire d'une demi-journée par mois pendant minimum un an. Les étapes du travail à effectuer sont :

- Le diagnostic et l'identification des bonnes pratiques interculturelles locales (ce qui est déjà fait, susceptible d'être fait, fait ailleurs et que l'on aimerait faire…) ;
- L'identification des acteurs et relais de changement (dont la coordination sociale qui sera l'interlocuteur direct de l'équipe de l'IRFAM) ;
- La définition d'une (ou plusieurs) action collective avec comme objectifs transversaux afin de favoriser la coopération interculturelle, travailler sur la question du « Eux/Nous » et de renforcer des partenariats, la coordination sociale et la cohésion sociale locale dans son ensemble ;
- La mise en œuvre et le pilotage de l'action collective définie collégialement ;
- Évaluation et rétroaction…

Il est certain que la mise en œuvre nécessitera en sus des rencontres deux à deux ou en petits groupes entre l'IRFAM et les porteurs de certaines activités spécifiques (mise au point, approfondissement, apports ou réalisations spécifiques, etc.).

Avec le niveau 2 (coordinations), il s'agit de parvenir à une lecture d'ensemble des actions, à en renforcer les synergies et en maîtriser les effets sur l'ensemble du quartier. Le groupe concerné est composé des coordonnateurs de services locaux qui auront pour tâche d'établir des liens avec des structures supra locales comme le CRIPEL, la ville, le CPAS, etc. Le groupe des coordinateurs sera réuni à raison d'un séminaire d'une demi-journée par trimestre pendant une année. Les étapes du travail sont :

- ❏ Échanger et valoriser les bonnes pratiques relevées par les acteurs de terrain, les modéliser et les diffuser ;
- ❏ Confronter les objectifs et directives de la ville (en lien avec ses engagements vis-à-vis des politiques d'intégration de la Région wallonne) aux réalités de terrain afin de proposer des réajustements des plans (PLI, PCS…) et le renforcement des actions ;
- ❏ Traduire les constats en recommandations et partager l'ensemble de ces conclusions avec les décideurs.

Enfin, une commission composée de décideurs, de responsables de l'administration communale et de quelques acteurs intermédiaires (CRIPEL, CPAS, direction de services de proximité, coordination du plan cohésion sociale… = niveau 3) sera réunie à raison d'un séminaire d'une demi-journée par semestre pendant une année, soit deux rencontres avec comme étapes de travail :

- ❏ Échanger et clarifier les recommandations proposées ;
- ❏ Imaginer comment, selon quel plan, ces recommandations peuvent s'appliquer sur le terrain, comment les actions entreprises peuvent être soutenues de manière durable ;
- ❏ Diffuser l'expérience produite pour valoriser le processus : faire savoir le savoir-faire local.

Références

Amoranitis S., Crutzen D., Manço A. et coll. (2011), *Développer le mainstreaming de la diversité. Recueil analytique d'outils d'intervention pour la valorisation de la diversité*, Liège : IRFAM.

Brecknock R. (2005), *More than just a bridge : planning and designing culturally*, Liverpool : Comedia.

Caillouette J. (2001), « Pratiques de partenariat, pratiques d'articulation identitaire et mouvement communautaire », *Nouvelles pratiques sociales*, v. 14, n° 1.

Centre régional d'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère de Liège (CRIPEL) (2012), *Approche territoriale ou la dynamique des quartiers : plan local d'intégration de Liège*.

Doucet L., Favreau L. (dir.) (1991), *Théorie et pratique en organisation communautaire*, Québec : Les Presses de l'Université du Québec.

Dufay L, Manço A. et coll. (2014), « Quartier Sainte-Walburge : diagnostic interculturel », *L'Observatoire*, n° 79, p. 34-38.

Dusart M. (2008), *Sainte-Walburge… de rue en rue*, Liège : Céfal.

Échevinat de l'Instruction publique de la Ville de Liège (2103), *Projet d'établissement des écoles de la Ville de Liège*.

Jamoulle P (2009), *Fragments d'intime. Amours, corps et solitudes aux marges urbaines*, Paris : La Découverte.

Jamoulle P. (2008), Des hommes sur le fil, Paris : La Découverte/Poche.

Lebeau A., Viens C., Vermette G. (1997), *Synthèse du contexte structurel des pratiques intersectorielles en toxicomanie*, Québec : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction générale de la planification et de l'évaluation.

Manço A. (2002), *Compétences interculturelles des jeunes issus de l'immigration. Perspectives théoriques et pratiques*. Paris : L'Harmattan.

Manço A. et Alen P. (2011), *MJ-AMO : Co-construire des transversalités sectorielles pour une meilleure valorisation des diversités*, Rapport de recherche, Liège : IRFAM.

Manço A. et Amoranitis S. (dir.) (1999), *Délégation par abandon*, Bruxelles : Les Politiques sociales.

Manço A. et Amoranitis S. (dir.) (2005), *Reconnaissance de l'islam dans les communes d'Europe. Actions contre les discriminations religieuses*, Paris : L'Harmattan.

Manço A. et Bolzman C. (dir.) (2009), *Diversités locales et développement*, Bruxelles : Les Politiques sociales.

Manço A. et Bolzman C. (dir.) (2010), *Transnationalités et développement : rôles de l'interculturel,* Paris : L'Harmattan, p. 93-101.

Manço A., Gerstnerova A., Crutzen D. (2010), « Gouvernance locale des diversités et solidarités internationales : perspectives liégeoises, Manço A. et Bolzman C. (dir.), *Transnationalités et développement : rôles de l'interculturel,* Paris : L'Harmattan, p. 93-101.

Manço A., Ludik E. et Ermis E. (2008), « Eduquer des jeunes filles dans les communautés immigrées musulmanes en Belgique : voix des parents et des acteurs », Vatz-Laaroussi et coll. (dir.), *Familles migrantes au gré des ruptures : tisser la transmission*, Limonest : L'interdisciplinaire, p. 83-120.

Maréchal A. (2012), *La fin de la croissance : changer les moteurs de développement*, consulté le 13 juillet 2014 sur www.etopia.be/spip.php?article2157.

Mercier C., Coulombe C., Metivier A. (2003), *Action intersectorielle et développement local à Sherbrooke : impacts et perspectives pour l'action communautaire*, Sherbrooke : Ed. Moisson-Estrie.

Olivier de Sardan J.-P. (2008), *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve : Academia.

Parthoens C. et Manço A. (2005), *De Zola à Atatürk : un « village musulman » en Wallonie. Cheratte-Visé*, Paris : L'Harmattan.

Sensi D. et Ianni G. (2004), *Diversity and citizenship : a challenge and an opportunity for schools*, Toscane : IRRE.

Sensi D. et Jochems L. (2009), *Les relations EDD, familles et écoles : guide de bonnes pratiques*, Liège : IRFAM et AEDL.

Thonon D. (2013), *Quartier de Sainte-Walburge*, Politique fédérale des grandes villes, Equipe de quartier, Ville de Liège.

Wood P. et Landry C. (2007), *The intercultural city : planning for diversity advantage*, Liverpool : Comedia.

IRFAM 17 RUE AGIMONT B-4000 LIEGE
E-MAIL : info@irfam.org TÉL. : +32/(0)4/221.49.89 WEB : www.irfam.org